

LIASSE DIRECTE À CETTE ADRESSE



# Le Couac

## ÉCOSOCIÉTÉ 1, BARRICK GOLD 0



YVON D. RANGER

Je rêve ou Barrick Gold vient de s'en prendre toute une sur la gueule? La nouvelle, sortie dans le creux des vacances, n'a pas fait grand bruit. Mais elle a dû empoisonner pas mal l'été de la plus grosse mine de la planète.

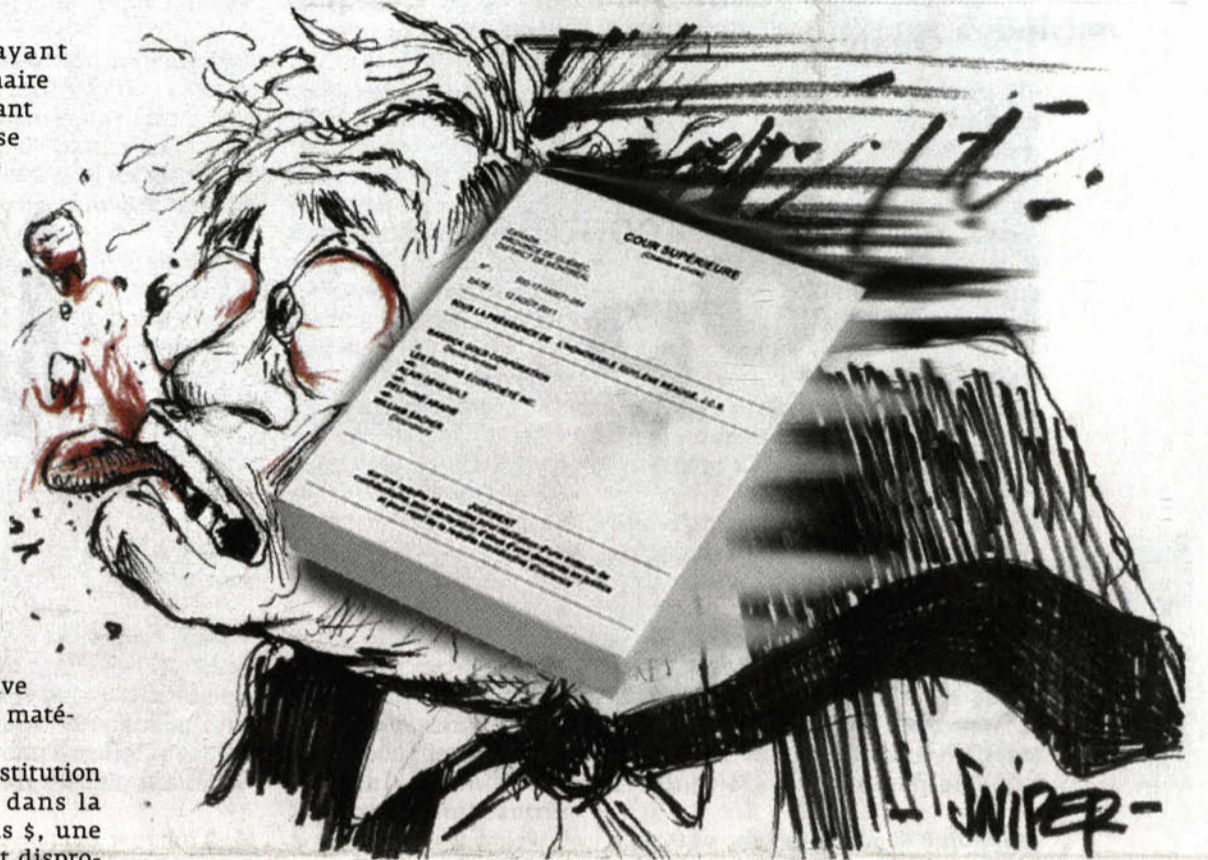
Certes, elle aura pu éponger un peu ses larmes avec ses profits de 1,16 milliard au deuxième trimestre cette année. Mais tout de même : dans la poursuite judiciaire qu'elle a intentée aux éditions Écosociété et aux auteurs du livre *Noir Canada*, une première manche vient d'être clairement remportée par la petite maison d'édition. En effet, la juge Guylène Beaugé de la Cour supérieure, dans un jugement rendu à la fin du mois de juin dernier, a qualifié d'«en apparence abusive» la poursuite de 6 millions de dollars qu'a intentée Barrick à la petite maison d'édition (voir notre article au [lecouac.org/spip.php?article201](http://lecouac.org/spip.php?article201) pour les débuts de l'affaire en avril 2008).

Elle exige par conséquent, en vertu des dispositions contre les poursuites-bâillons incluses en 2009 dans le Code de procédure civile (la loi «anti-SLAPP»), que Barrick Gold verse 143 190,96 \$ pour payer une partie des frais juridiques engagés par Écosociété et les auteurs de *Noir Canada* dans le procès prévu cet automne. Près de 150 000 \$ : c'est probablement l'une des provisions pour frais les plus importantes de l'histoire du Québec, voire la plus importante. Même si le budget de Barrick est pratiquement infini, ce n'est pas rien. Car c'est la valeur symbolique du jugement qui frappe fort ici et qui fait perdre quelques dents (en or?) à la multinationale.

Et la lecture du jugement, loin de relativiser les choses, nous en convainc

davantage. Même en n'ayant entendu qu'une preuve sommaire de part et d'autre, et ne pouvant évidemment à cette étape se prononcer sur le fond, le tribunal conclut néanmoins que plusieurs faits portent à penser que le procédé employé par Barrick peut constituer un abus :

- Mise en demeure annonçant des dommages-intérêts «substantiels» avant même la sortie ou la lecture du livre;
  - Vingt jours d'interrogatoires au préalable;
  - Malgré le fardeau qui lui incombe, défaut à première vue, à quelques semaines du début du procès, de présenter la preuve d'un quelconque préjudice matériel;
  - Plus de trois ans après l'institution de l'action, persistance dans la réclamation de 6 millions \$, une réclamation exorbitante et disproportionnée eu égard au courant jurisprudentiel majoritaire en droit canadien et québécois.
- Le tribunal voit donc dans le comportement de Barrick Gold un abus procédural empreint de démesure et il lui semble que la compagnie cherche à intimider les auteurs. Eh ben, dis donc... ça me rappelle ce qu'une vaste coalition d'appui à Écosociété crie sur toutes les tribunes depuis trois ans. Mais là, ça sort d'un jugement de cour. Les mêmes idées, presque les mêmes mots, mais dans un package auquel est «particulièrement sensible» le merveilleux monde de l'image corporative...
- Autrement dit, il semble bien que



si le pari de Barrick Gold était effectivement de faire taire ces voix qui, à travers le travail de synthèse de *Noir Canada*, questionnent leurs pratiques, alors ils sont en train de le perdre pas à peu près! Et ce qui fait particulièrement chaud au cœur dans cette histoire où la liberté d'expression était menacée par les pouvoirs de l'argent, c'est que c'est grâce à la mobilisation citoyenne que des dispositions «anti-SLAPP» ont été intégrées dans le Code de procédure civile. Et ce sont précisément ces dispositions qui font qu'aujourd'hui Barrick Gold voit son image ternie. Comme quoi, des fois, ah oui des fois, on peut faire des

gains importants en ne lâchant pas le morceau.

Les puissants tentent périodiquement leur chance pour voir s'ils peuvent tirer la couverture encore plus de leur bord. Cette fois-ci, on dirait bien qu'ils l'ont un peu trop tirée, laissant entrevoir du même coup quelques squelettes qui dormaient jusque-là sans bruit dans leur lit.

**N.D.L.R. :** Avis au service légal de Barrick : ceci est une image, une métaphore, inspirée de l'expression «avoir des squelettes dans le placard»; il ne s'agit en aucun cas d'une allusion à de véritables cadavres humains.

# La justice, bien loin des tribunaux

ISABELLE BAEZ

À peine étions-nous sortis ce printemps du «rejugement» populaire de Bertrand Cantat que l'affaire DSK nous tombait dessus, puis celle de Turcotte, d'Abdelrazik et de Charkaoui.

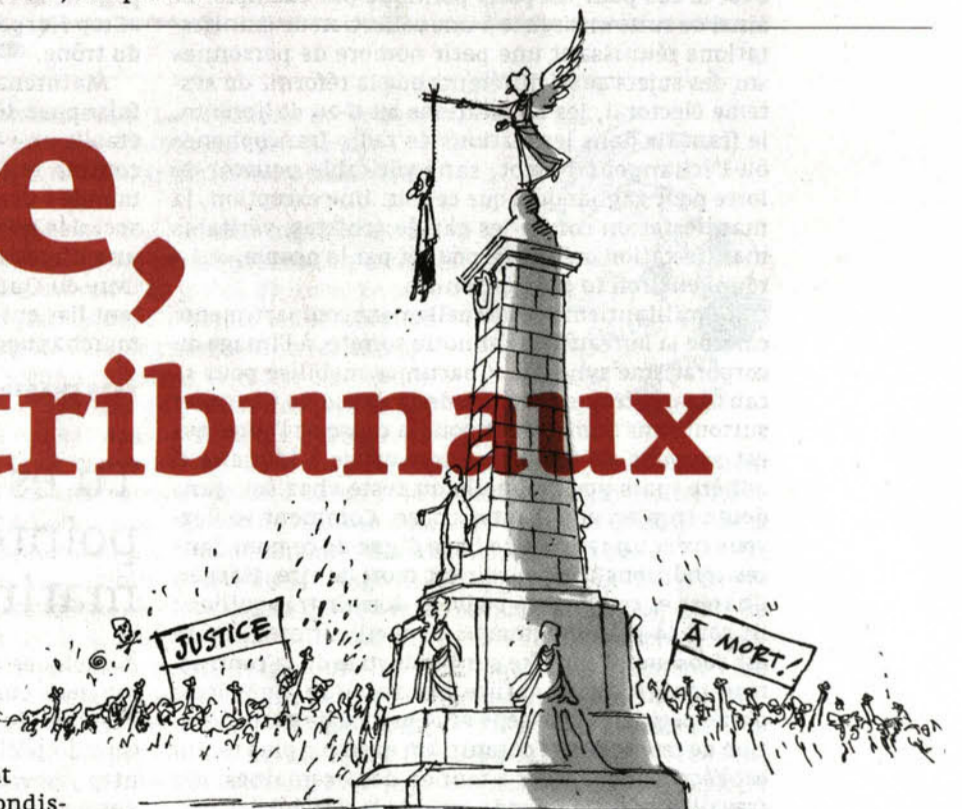
Qu'ont en commun toutes ces histoires? Elles sont passées devant les tribunaux mais ne s'y sont pas réglées, même lorsqu'un jugement a été prononcé. C'est sur la place publique qu'on les a vues décortiquées, analysées, démontées, etc. À moins d'être sourd et aveugle, comment échapper aux comptes rendus détaillés des crimes de Turcotte, du récit de ce qui s'est ou se serait passé dans une chambre d'hôtel de New York, etc. ?

Il n'y a encore pas si longtemps, il fallait acheter *Le journal de Montréal*, *Allô police* ou autre papier du même acabit pour connaître ce genre de détails. Chez le dépanneur, il suffisait de lever un peu la tête de la pile de journaux pour espérer échapper au déversoir de la misère humaine. Mais depuis quelques années, avec la dérive sensationnaliste des nouvelles à la télévision et Internet, c'est devenu pas mal plus compliqué.

Cet été, les fuites, déclarations intempestives et lynchages médiatiques ont ainsi fait la pluie et le beau temps. Il semble qu'aujourd'hui la plus grande part du traitement d'un crime ou d'une condamnation se fasse à l'extérieur des tribunaux. On s'entend, pas question ici d'information. En quoi

l'étalement qui a été fait informe-t-il les citoyen-ne-s? Plus largement, en quoi est-il utile à la société? De toute évidence, les détails dont on nous abreuve sont surtout utiles aux parties en opposition. Ce qui joue n'est rien d'autre que la crédibilité de la victime, ou du bourreau. Dès lors, la police, les avocats, les témoins lâchent des informations qui se font écho, rebondissent sur le public qui lui-même s'enflamme, s'empare des tribunes téléphoniques, des blogues sur Internet, etc.

Les derniers exemples de cette situation sont les «informations» ayant trait à Adil Charkaoui et Abousfian Abdelrazik parues dans les journaux. Le 5 août dernier, *La Presse* publiait en effet un extrait d'un rapport ultra-secret (!) du SCRS dans lequel on pouvait lire que Abdelrazik et Charkaoui auraient planifié de faire sauter un avion. Charkaoui ayant gagné une bataille en Cour suprême et une autre en Cour fédérale, il fallait procéder autrement pour salir à nouveau son nom. Et rien de mieux pour ce faire qu'un gros titre dans un torchon à fort tirage. Vous avez beau avoir été lavé de tous soupçons, une information jetée sur la place publique et tout est à refaire. Combien de citoyen-ne-s vont ensuite prendre le temps de lire les réponses et les rectificatifs que feront les incriminés? Qui a lu la réponse des avocats des deux hommes? On nous apprend qu'une enquête publique va peut-être suivre concernant cette étrange propension du SCRS à laisser couler ses



documents en direction de la salle de rédaction de *La Presse*. Bel exemple de centralisation : le gouvernement fédéral, celui-là même qui aurait laissé couler les informations, se retrouvera à «enquêter» sur ses propres fuites. Une sinistre farce.

On peut dès lors se poser la question suivante : à partir du moment où ce qui est décidé par la justice est constamment ramené devant l'opinion publique, à quoi peuvent bien servir les jugements? Revenons donc aux tribunaux en plein air, aux pendants au petit matin. Je propose pour cela le Mont-Royal, juste au bas de la statue de Georges-Étienne Cartier. Les choses deviendraient plus claires : un vote populaire suivrait l'annonce d'une sentence émise par des bonhommes à perruque et l'emporterait invariablement. Le coupable serait exécuté sur le champ et pourrait tranquillement au bout de sa corde pendant quelques jours. Vous avez raison, j'exagère un peu, mais que vaut aujourd'hui le quotidien de ceux, coupables et victimes, dont la vie est constamment étalée et décortiquée aux yeux de tous?



# PLOGUES

Enfin  
les vacances !

www.enfinlesvacances.org

Le premier téléroman web anarchiste pour toute la famille

agora

## Changez de point de vue

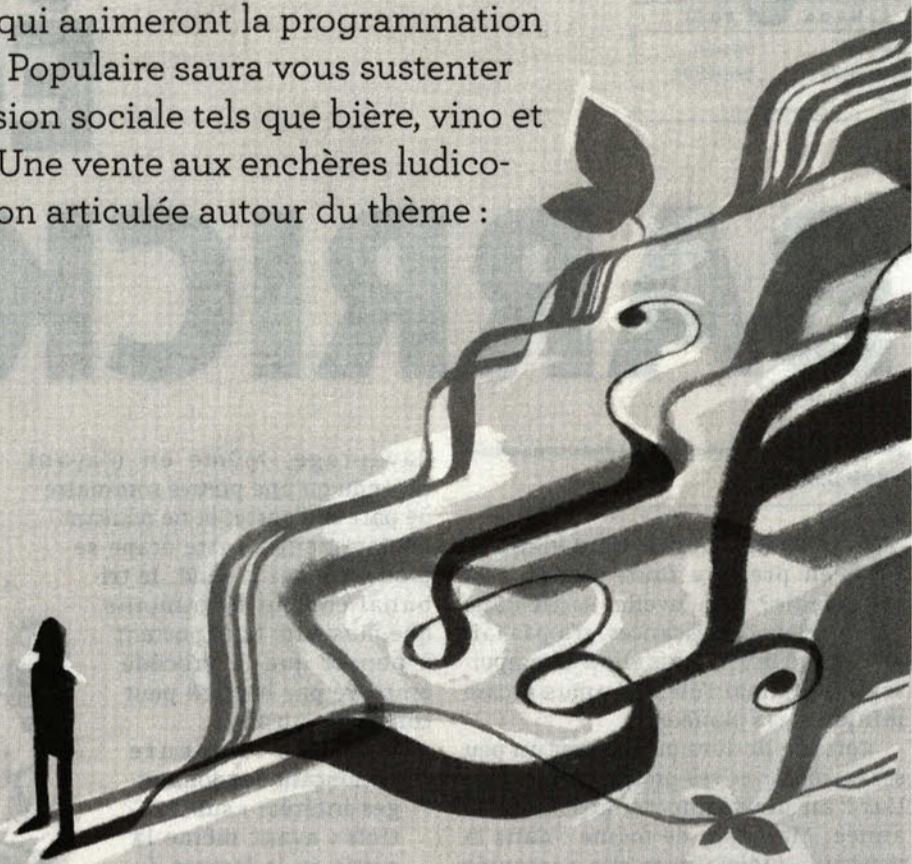
### Lancement de la 3e saison de l'UPop Montréal

C'est avec enthousiasme que l'UPop Montréal vous convie au lancement de sa troisième saison d'activités. Il s'agira d'une heureuse occasion de rencontrer l'équipe de l'UPop, de même que les professeur-e-s qui animeront la programmation automnale qui sera dévoilée pour l'occasion. Le Bar Populaire saura vous sustenter avec avec son offre de fluides accélérateurs de cohésion sociale tels que bière, vino et scotch et des petites bouchées vous seront offertes. Une vente aux enchères ludico-lucrative suivra le dévoilement de la captivante saison articulée autour du thème : Changez de point de vue.

Où ? Bar Populaire, 6584 boulevard St-Laurent  
(entre Beaubien et St-Zotique)

Quand ? 13 septembre 2011 à 19h

U<sup>P</sup>OP Montréal



## Courrier

### Le point de vue d'un « activiste pré-retraité »

Je pourrais me qualifier par les temps qui courent d'activiste pré-retraité. Cette situation temporaire me permet donc depuis quelques semaines de courir les manifestations pour les causes qui me tiennent à coeur. Ce que me frappe le plus c'est le petit nombre de manifestants à chaque endroit et les visages qui ne sont pas les mêmes. Si la manifestation est le résultat d'une coalition, le représentant d'une organisation à cette coalition se présente souvent seul ou avec une poignée de siens avec sa pancarte et son drapeau sans avoir véritablement mobilisé son monde pour l'accompagner même si son organisation peut avoir parfois des milliers de membres, comme c'est le cas pour un parti politique par exemple. Et ainsi de suite on assiste à une collection de manifestations réunissant un petit nombre de personnes sur des sujets aussi différents que la réforme du système électoral, les arrestations au G-20 de Toronto, le français dans les stations de radio francophones ou l'échangeur Turcot, sans véritable pouvoir de force pour gagner quoi que ce soit. Une exception, la manifestation contre les gaz de schistes, véritable manifestation organisée pour et par le peuple, qui a réuni environ 10 000 personnes.

Le militantisme est actuellement compartimenté comme la bureaucratie et notre société, à l'image du corporatisme syndical. Chacun se mobilise pour sa cause sans trop se soucier de la cause de l'autre et surtout sans se mobiliser pour la cause de l'autre qui est souvent en fait une autre cause à laquelle il adhère mais pour laquelle on reste chez soi, sans doute trop occupé à autre chose. Comment voulez-vous créer un rapport de force digne de ce nom dans ces conditions ? Le pouvoir est mort de rire. Harper, Charest et compagnie peuvent dormir tranquilles : ils sont là pour longtemps. Le meilleur exemple en est l'absence d'enquête sur l'industrie de la construction malgré la signature par 200 000 Québécois d'une pétition en ce sens et l'absence de manifestation de masse pour l'obtenir. Un exemple plus récent est l'écrasement, tour à tour en deux semaines, des travailleurs d'Air Canada puis de la Société des postes par une loi spéciale sans opposition syndicale ni

citoyenne de grande ampleur, en soutien à ces travailleurs isolés et écrasés sans aucune gêne par le gouvernement Harper.

Autre trait caractéristique des manifestations actuelles, tout se fait poliment et dans la légalité. Pas d'oeufs, pas de tomates même pour les plus grands exploités devant lesquels on manifeste. La colère et l'indignation sont bien refoulées. Les Québécois n'aiment pas la violence, on le sait... Tout au plus une mise en scène pour les caméras de télé. On déambule gentiment sur la voie publique en jasant entre nous sans faire de bruit et on rentre ensuite chez soi regarder si on est passé à la télé. Bouffée d'air frais dans ce paysage désolant : certains groupes parlent de poser dorénavant des gestes de désobéissance civile devant un pouvoir de plus en plus sourd et autoritaire. Nous assistons aussi parfois à des gestes courageux isolés, comme cette jeune page de la Chambre des communes avec sa pancarte « Stop Harper » lors de la lecture du dernier discours du trône.

Maintenant la question à un dollar : comment faire pour développer un plus grand degré d'unité et établir un véritable rapport de force avec le pouvoir, comme le font d'autres peuples ailleurs dans le monde ? Comment faire pour que toutes les luttes sociales se rejoignent dans une lutte globale avec une direction politique ? Et finalement, comment faire du Québec un pays pour ceux et celles qui veulent lier ensemble les luttes sociale et nationale en marchant en rangs aussi dispersés ?

YVES CHARTRAND

### Tu es partie sur la pointe des pieds, un matin de juillet.

À quelques jours près, il y a presque 10 ans, je me souviens encore : tu étais parmi les jeunes rebelles, perchée dans les plus hauts sapins au lieu-dit Guindonville, bravant l'autorité [N.D.L.R. : voir au <http://www.lecouac.org/spip.php?article62> pour notre couverture de cette affaire]. On voulait éviter l'éviction, c'était David contre Goliath. Malgré tout,

avec toi et les autres, on y a cru jusqu'au bout. Et du haut de tes 70 ans, lorsque nous perdions courage, tu nous redonnais force et tenacité. Pourtant, tu savais déjà tes jours comptés et ta vie hypothéquée, car le mal s'était sournoisement installé.

Au lieu de mener une retraite paisible après des années à enseigner, pendant lesquelles tu avais déjà dû t'opposer à maintes reprises à la rigueur du clergé qui régnait tout puissant à l'époque, tu as préféré continuer de dénoncer l'injustice et ainsi prendre le parti des plus humbles et sans voix. Tu avais le tempérament d'une Louise Michel (figure majeure de la commune de Paris), d'un Pierre Bourgault et autre Falardeau qui, tout comme toi, avaient le verbe haut, quitte à en faire sourciller plus d'un. Tu as dû, d'ailleurs, subir les affres de la justice, et la dame de noir vêtu avait privilégié, ce jour-là, le langage des fourbes plutôt que la parole juste. Depuis, le vent a tourné, le temps faisant son oeuvre. L'histoire a fini par t'accorder raison. Et si aujourd'hui, l'expression est un peu plus libre dans nos monts et vallées, c'est un peu grâce à toi. Je sais également que derrière le propos acide se cachait un coeur tendre : tu parrainais un enfant et, par ce geste, une famille expulsée avait retrouvé un toit.

En terminant, tu ne voulais ni fleurs ni couronnes, tu as préféré offrir ton corps à la science pour que l'humanité progresse. Accepte tout de même ce bouquet de pensées : elles sont bleues azur, couleur de l'espérance. Au revoir, Madame Deschesnes. Reposez en paix.

JEAN-PIERRE CHARCE

## POUR S'ABONNER

Un an : 40 \$ (taxes incluses)

Deux ans : 65 \$ (taxes incluses)

Abonnement institutionnel et de soutien : 70 \$ (taxes incluses)

Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution) : 300 \$ (taxes incluses)

Abonnement d'un an à l'étranger : 55 \$ (taxes incluses)

Abonnement « spécial 5 numéros » : 20 \$ (taxes incluses) (une bonne façon de nous découvrir...)

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ TÉLÉPHONE \_\_\_\_\_

COURRIEL \_\_\_\_\_

PAR TÉLÉPHONE 514.596.1017

PAR LA POSTE Le Couac, 6940, rue Jogues  
Montréal (Québec) H4E 2W8

Adressez votre chèque à : Le Couac

## Le Couac

6940, rue Jogues, Montréal (Québec) H4E 2W8  
514.596.1017

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

CO-RÉDACTEURS EN CHEF Guillaume Beaulac, Bruno Dubuc,  
Simon Tremblay-Pepin.

COLLABORATEURS Isabelle Baez, Gabrielle Brassard-Lecours, Bruno Dubuc,  
Martin Dufresne, Francis Dupuis-Déri, Philippe Hurteau, Emilie E. Joly, Yeun L-Y, Eric Martin, Yvon D. Ranger, Valentin Tardi, Simon Tremblay-Pepin, Michel Virard, Ramon Vitesse.

ILLUSTRATIONS ET PHOTOS Boris, Dr. G, Serge Ferrand, Luc Giard,  
Ramon Vitesse.

CORRECTION Louise Caroline Bergeron

MISE EN PAGE Coopérative Molotov - molotov.ca

IMPRIMÉ PAR Hebdo-Litho

DISTRIBUÉ PAR LMPi

Abonnement et publicité : 514.596.1017

ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369

Imprimé au Québec

Vous voulez  
collaborer au Couac ?

Envoyez-nous vos textes (maximum 700 mots), dessins,  
photomontages par courriel au [info@lecouac.org](mailto:info@lecouac.org).

[www.lecouac.org](http://www.lecouac.org)

# L'APRÈS-JACK

**T**onnerre d'applaudissements pour la sortie de scène de Layton. La plupart des mots gentils étaient mérités, la majorité sincère, mais le tout était livré dans une exubérance qui met inévitablement mal à l'aise. Jack était évidemment un homme sympathique. Il avait toutes les apparences de l'authenticité et de l'engagement. Ajoutons que son départ est probablement un symbole de l'injustice profonde de la maladie.

Mais, chapelle ardente au parlement, T-shirts oranges, vigiles... Vraiment? À ce point? Étonnant de voir un tel amour pour un homme qui n'a jamais réussi à devenir premier ministre, en ayant pourtant tenté le coup plusieurs fois. Peut-être que son décès représente au final plus que sa seule mort. Le deuil du moustachu national est aussi celui d'un certain Canada.

Ce deuil se fera au Québec, car partout ailleurs on le sait depuis longtemps mort et enterré, ce Canada. Les nouvelles ne voyageant pas très vite d'Ottawa au Québec, beaucoup ici croient encore en ce pays de casques bleus souriants et de progressistes qui se couchent à neuf heures.

Au Québec, Jack était le symbole du fait que le Canada est encore parlable. Pas parfait, pas formidable, juste parlable. Plutôt centralisateur, vaguement frileux dans sa reconnaissance de la colonisation passée, mais au final plutôt gentil et progressiste. Souverainistes comme fédéralistes se disaient qu'il s'agissait d'un parti et d'un homme avec qui il est possible de discuter. À des années lumières de l'anti-séparatisme du PLC et du dogmatisme conservateur.

Un signal avait déjà été lancé de la fin de ce Canada le 2 mai dernier. En votant massivement pour le NPD, les Québécois-es envoyaient le message aux autres provinces qu'ils pouvaient bien parler avec ce Canada-là, celui de Jack. Mais, en accordant presque la majorité de leurs voix à Harper, le reste du Canada répondait clairement à l'appel du Québec : vous êtes les seuls à y croire encore à ce Canada. Loin d'un vote qui consacrait le fédéralisme, ce geste montrait la différence profonde entre le Québec et le Canada. Au contraire des votes précédents pour le Bloc (qui ne pouvait matériellement attirer aucune réaction semblable dans le reste du Canada), celui pour le NPD et son résultat immédiat le soir du vote, soulignait à grands traits les différences.

Or, voilà, celui qui représentait ce Canada est mort. Et on voit pleurer nos bons canadiens, qui n'ont pourtant jamais voulu lui donner la direction du pays. Un bon Jack... mais quand même...

Les astres pointent unanimement vers Mulcair pour la suite des choses. C'est le candidat idéal pour les membres du NPD : un député québécois parfaitement bilingue, clairement fédéraliste et un ancien ministre rompu à la politique tant fédérale que provinciale. Pourtant, contre toutes les attentes des progressistes canadiens qui verront en ce nouveau chef une main tendue vers le Québec, ce qu'ils considèrent comme le mieux pourrait bien être le pire.

Mulcair pourrait être la consécration immédiate de la disparition de ce certain Canada qui réussit encore vaguement à sourire à certain-es québécois-es. Son attitude souvent hautaine et distante, son fédéralisme fermé et dur et le probable recentrement vers lequel il poussera le NPD pour aller chercher les votes libéraux risquent de tuer l'improbable poule aux œufs d'or qui pondit la vague orange de mai dernier. La direction du NPD devrait comprendre qu'ils deviennent les représentants du nationalisme québécois progressiste au sein d'un parti fédéraliste tenté par un recentrement électoraliste (des leçons à prendre des conservateurs sous Mulroney).

Immanquablement, Thomas Mulcair sera le dernier à comprendre cette situation, car elle ne lui ressemble en rien. Mulcair n'a jamais évolué près de la gauche politique ou militante ; ses députés et leur personnel embauché en proviennent souvent. Il n'a aucune sensibilité pour la question nationale et rejette cette question du revers de la main ; plusieurs des électeurs du NPD y sont très sensibles. Les Québécois-es ont élu un Layton franc, honnête et intègre. Mulcair paraît intelligent mais calculateur, habile mais faux.

Disparaît donc avec le cercueil de Jack le sentiment d'un Canada de Tommy Douglas avec qui les Québécois-es étaient prêts à dialoguer. Bien sûr, ce Canada n'était qu'un rêve, mais les rêves sont souvent plus décisifs politiquement que la réalité (pensons seulement au fait que François Legault représenterait le renouveau politique pour 21 % de la population du Québec ; seule réaction possible : « Non mais je rêve ! »).

Vers quoi se tourneront les Québécois-es alors? Le même choix se présentera à eux, mais peut-être plus clairement cette fois. Soit faire une société qui leur ressemble en dehors du Canada ou soit rester une minorité de moins en moins influente au sein d'un pays qui vogue toutes voiles dehors vers l'ultra-conservatisme.

## R.I.P. JACK LAYTON

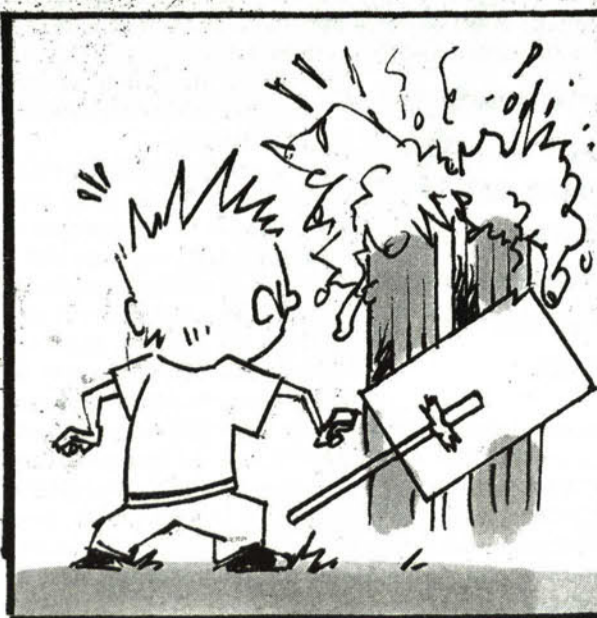
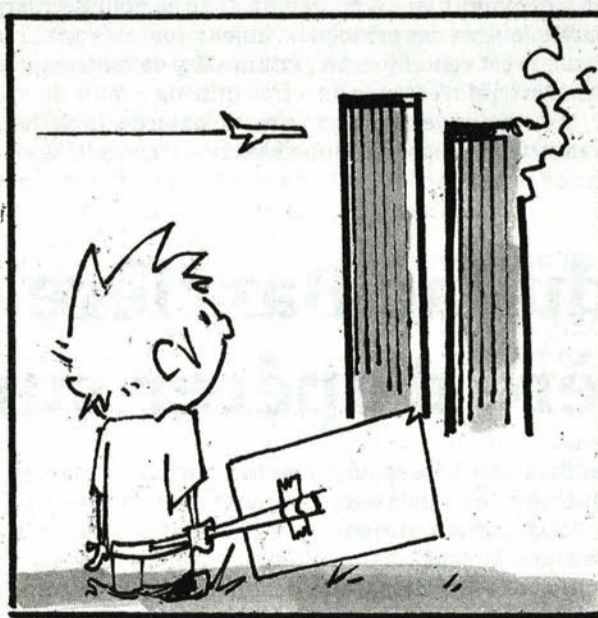
« Mes amis, l'amour est cent fois meilleur que la haine. L'espoir est meilleur que la peur. L'optimisme est meilleur que le désespoir. Alors, aimons, gardons espoir et restons optimistes. Et nous changerons le monde.

Chaleureusement,  
Jack Layton »

## C'est dans sa nature

La nouvelle directrice générale du Fonds monétaire international Christine Lagarde a déclaré avoir parlé au téléphone avec son prédécesseur Dominique Strauss-Kahn, mais celui-ci ne faisait que respirer fort à l'autre bout du fil.

MUSIRONIE



# Les ornières du PIB

PHILIPPE HURTEAU

Chercheur à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS).

**L**e Conseil du patronat du Québec (CPQ) nous a fait le plaisir, l'été dernier, de nous concocter un « Bulletin de la prospérité du Québec ». Nos amis patrons sont à concocter un deuxième bulletin, question de nous refourguer leurs essentiels. Face à la concurrence des pays du monde, il faut se mettre dès aujourd'hui à pied d'œuvre. Quoi de mieux pour assurer la compétitivité de nos pauvres entreprises que de diminuer les coûts du travail, déréglementer davantage le commerce, les échanges et l'ensemble des activités économiques, diminuer le « fardeau fiscal » des corporations, etc.?

Ce qui intéresse l'association de nos patrons, c'est de fournir aux entreprises québécoises – donc à eux-mêmes – de meilleures occasions de croissance. Par chance, la science économique est là pour justifier cet objectif. Donc, au lieu de parler franchement et dire ce qu'ils veulent, on nous parle « d'analyse des déterminants de la croissance » ou de « l'atteinte des caractéristiques essentielles d'un environnement d'affaire sain ».

Outre l'hypocrisie des maîtres, l'arrogance des parvenus ou le mépris des ignorants qui se cachent derrière cette utilisation malhonnête d'un discours pseudo-scientifique, ce qui nous laisse un mauvais goût dans la bouche à l'étude des « travaux » du CPQ c'est le caractère dépassé de la prospérité qui y est décrite. Est prospère un pays qui voit son Produit intérieur brut (PIB) augmenter au maximum chaque année. À l'époque des changements climatiques, des crises financière et alimentaire et de l'aggravation des inégalités sociales, il faut certainement être un « boss » égoïste et malade de profits pour souhaiter bêtement l'augmentation d'une structure économique qui nous tue à petit feu.

## Les limites du PIB

Soyons bons joueurs. Le PIB peut certes servir d'indicateur intéressant afin de mesurer le volume général de l'activité économique. Une année on produit plus, l'autre moins. Voilà la science du PIB. Cet indicateur que les économistes de droite – et malheureusement de gauche – nous incitent à vénérer comme le miroir parfait du bien-être de la société, ressemble bien plus à une chimère. Travailler activement à faire croître le PIB revient, dans le monde des humains et non dans l'univers aseptisé des statistiques et des profits, à s'éloigner toujours davantage de l'objectif, soit l'amélioration du bien-être de la population. Pour le plaisir, rappelons-nous certaines limites du recours unilatéral au PIB.

D'abord le PIB n'effectue aucune distinction qualitative. Que soit produit-consommé des missiles « Scud » ou des autobus scolaires, la différence pour la qualité de vie des gens du recours à l'un ou l'autre de ces produits n'est pas prise en compte par le PIB. Aussi, certaines activités économiques « génératrices de croissance » ne servent au final qu'à réparer les conséquences négatives d'un désastre naturel (comme à la suite de la crise du verglas) ou d'un accident industriel (comme dans le Golfe du Mexique l'an dernier) sans rien ajouter au bien-être individuel ou collectif.

Au plan environnemental, le recours unilatéral au PIB est encore plus néfaste. Comme on le dit dans le jargon, il s'agit d'un indicateur de flux et non d'un indicateur de stock. En clair, le PIB s'intéresse – comme les patrons – à ce qui sort de la Terre et devient marchandise. Ce qui reste dans la Terre, combien il en reste, s'il en reste ou en restera... toutes ces questions le PIB – et les patrons – les ignore. De plus, les changements climatiques, comme les autres formes de destructions de l'environnement, sont tout simplement ignorés lorsque, comme le CPQ l'on considère que l'augmentation du PIB est la voie unique vers la prospérité.

Finalement, rappelons que depuis trente ans, l'augmentation du PIB est synonyme de croissance des inégalités et non de richesse « bien partagée ». De 1981 à 2008, le revenu médian après impôt des ménages québécois a diminué de 3,8 %, alors que le PIB par habitant, au cours de la même période, connaissait une progression de 46,1 %.

Bref, le CPQ et son bulletin préfèrent laisser dans l'ombre les éléments défailants de leur modèle de développement. En se basant uniquement sur le PIB comme indicateur de richesse, le CPQ – sans surprise – travaille encore une fois à mettre les intérêts de ses membres bien devant l'intérêt collectif. Au final, peut-être que cela serait moins dérangeant si, en plus de la misère et la pauvreté, le présent modèle de croissance n'aurait pas à rendre impossible la vie humaine sur Terre.

## Bilinguisme à Ottawa

Le gouvernement annonce qu'il effectuera des contrôles du bilinguisme dans la capitale, en embauchant de « faux touristes français ». Doivent-ils être de « faux maudits français »?

## Potins de vedettes

Suite à son accouchement, Abeille Gélinas peine à retrouver sa taille de guêpe.

MUSIRONIE

## EXTRAORDINAIRE

Un député du P.Q. annonce par télégramme qu'il n'utilisera pas Twitter et qu'il ne lancera pas une consultation au sujet de l'avenir du pays et du parti.

## Air connu

Le créateur de l'émission « Les Joyeux Naufragés » s'est éteint à l'âge de 94 ans. Il laisse dans le deuil Gilligan, le capitaine, le millionnaire, son épouse, la jolie star et leurs amis.

MUSIRONIE

# Soyons malcommode

EMILIE E. JOLY

« **C**e malcommode énorme est un superbe ami de l'humanité quoiqu'on en dise. Il n'a jamais cessé en tout cas de la défendre. Il faut bien en prendre acte. »

Pierre Vadeboncoeur, octobre 1971

Dressant d'entrée le ton apologique de ce documentaire, c'est sur ces quelques lignes élogieuses d'un compagnon de route du *Couac* que le récent film de Manuel Foglia s'ouvre. Bien que Chartrand, le malcommode n'apporte rien de nouveau à la discussion sur le personnage hors du commun que fut Michel Chartrand, les images d'archives ont, comme c'est souvent le cas, le poids nécessaire pour nous faire fondre dans la nostalgie des grandes luttes ouvrières. L'apport du film apparaît plutôt résider dans les réflexions qu'il peut susciter sur l'héritage de Chartrand dans le contexte politique actuel.

D'emblée les éloges à Chartrand, bien que mérités, nous laissent toutefois avec un certain inconfort. Chartrand a été des grandes batailles syndicales contemporaines au Québec, d'Asbestos à Rouyn-Noranda, en passant par Murdochville et Montréal. Il a marié ses idéaux syndicaux, ancrés dans la lutte des travailleurs et des travailleuses, avec ses élans anti-militaristes, anti-colonialistes et anti-capitalistes, promouvant d'un même souffle, et selon la même logique, l'indépendance du Québec et la justice sociale. Plus encore, Chartrand a représenté une vision du syndicalisme combatif et intégral. Un syndicalisme coup-de-poing, sans compromis, ni demi-mesure. Un syndicalisme ancré dans son milieu et dans sa réalité. Un syndicalisme qui dépassait les purs intérêts de son *membership* et la négociation de ses conventions collectives.

Mais c'est précisément là que le bat blesse et que les odes à Chartrand dégénèrent en malaise. Après l'excellent *Un homme de parole*, réalisé par Alain Chartrand (fils de...) et la télé-série *Simonne et Chartrand*, un autre documentaire sur Chartrand était-il vraiment nécessaire? Ou celui-ci sert-il davantage à célébrer le personnage en se donnant bonne conscience, tout en mettant un peu de côté le mouvement auquel il prenait part? En faisant l'apologie de Chartrand, il ne faudrait pas oublier le travail anonyme de ces syndicalistes sans-nom qui permettent à Chartrand d'avoir une place dans l'espace public. Ce qu'il faut célébrer de Chartrand n'est pas seulement la lutte d'un homme, mais celle d'un mouvement et d'un peuple : ces militants et militantes anonymes, pancartes au poing. Ces piqueurs et piqueuses faisant front aux *scabs* et aux gendarmes. Ces grévistes assassinés par la police. Ces foules en colère. Ces assemblées de *shop* et de cuisine.

Pourquoi ne pas avoir choisi plutôt de réaliser un documentaire sur le syndicalisme au Québec? Sur le deuxième front de Pierre Vadeboncoeur et de Marcel Pepin? Sur les grandes grèves de notre histoire? Indéniablement, si une majorité de Québécois-es connaît le nom de Michel Chartrand, qu'en est-il de notre histoire? De notre histoire rebelle et syndicale, de notre histoire de luttes et d'espoir?

Que reste-il, dans notre mémoire collective et dans notre action d'aujourd'hui, de l'héritage de Chartrand? Nous sommes maintenant confronté-e-s à un syndicalisme collaborateur qui s'agenouille devant les grandes entreprises, les suppliant de ne pas relocaliser leur exaction, leur étant reconnaissant-e-s de nous fourrer en français plutôt que dans la langue de Shakespeare. Comme si un

lock-out décrété par Péladeau plutôt que par Conrad Black était une avancée. Nous sommes maintenant confronté-e-s à un syndicalisme collaborateur et réformiste qui négocie avec l'État les conditions de notre exploitation. Et quand la critique du pouvoir est formulée, elle est si souvent entremêlée de cet opportunisme politique à la sauce péquiste qu'elle perd toute pertinence quant à la construction d'un réel rapport de force face aux élites politiques.

Célébrer l'héritage de Chartrand appelle à l'action et à cette auto-critique dont il a toujours fait lui-même preuve. Combien sommes-nous à nous émerveiller devant un Forum rempli à craquer au lendemain du coup d'État au Chili en 1973, mais à ne pas participer à nos assemblées étudiantes ou syndicales? L'action politique se construit et nous en sommes les acteurs et actrices. Il ne suffit pas de célébrer Chartrand en lui rendant hommage, documentaire à l'appui. Il faut plutôt critiquer la personnalisation de nos luttes et se questionner sur

l'état de notre syndicalisme aujourd'hui.

N'existe-il plus de grandes luttes à mener? La condition des travailleurs et des travailleuses est-elle à ce point reluisante que nous pouvons nous prélasser devant la télé? Le syndicalisme de combat n'a-t-il plus de luttes avec lesquelles se solidariser? Arrêtons de nous vautrer dans notre nostalgie de la Révolution tranquille et mettons-nous « en opposition carrée au pouvoir ». Arrêtons de célébrer Chartrand et personifions-le, nous-mêmes. Incarnons cette lutte, cette indignation, cette langue sale et cette ardeur. Arrêtons d'accepter le modèle de syndicalisme tel qu'il nous est présentement proposé. Arrêtons de nous conformer. Jouons le tout pour le tout, sans compromis. Parce qu'il faut jouer sa peau pour la sauver.

Chartrand, le malcommode, disponible en ligne au : <http://video.telequebec.tv/video/7900/chartrand-le-malcommode>

Pour un peu d'inspiration à la sauce syndicale, il ne faut pas manquer le nouveau vidéo des Métallos célébrant l'esprit combatif -le *fighting spirit*- des *United Steel Workers*. Comme quoi, les gros bras savent également manier la métaphore, le boxeur, si proche du KO, se relève pour gagner le combat contre l'adversité -comme les patrons et les PDGs corrompus. *Stand up. Fight back*. La capsule vidéo, merveilleusement produite, allie histoire syndicale et fierté métallo. Bref, un petit baume en pensant aux envolées collaboratrices de la FTQ qu'on connaît malheureusement trop bien.

*This isn't a party, what we have is a movement, always has been, always will be. We're not just fighters, we're survivors. For 120 years, we've had to fight for every single thing we've got. Nobody ever gave us a damn thing. 40 hour work week. Overtime pay. Healthcare. Safety. Pensions. The right to collectively bargain. Even our lunch breaks. All these things were fought for by those who came before us. Some had to hide, some bled and some even died. But they all had something in common. They stood and fought together. For each other. For us. Because they knew, if not them, then who?*

Stand up, fight back

The Fighting Spirit, disponible en ligne au : [http://www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=B5CtBOSKScU](http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=B5CtBOSKScU)

## Nouveau marché

Bill Gates verse des millions de dollars pour subventionner des innovateurs appelés à réinventer les toilettes, afin d'aider Microsoft à trouver de nouvelles façons de nous faire chier.

MUSIRONIE

## Sports

Face à l'explosion des coûts, le Grand Prix sera renommé le Gros Prix dès l'an prochain.

MUSIRONIE

## CRISE AU PQ

Selon des spirites, c'est maintenant au tour de René Lévesque de souhaiter la démission de Pauline Marois.

MUSIRONIE

## Chronique à la va-vite

YDR

Dans sa chronique du 17 août dernier intitulée « Poursuites-bâillons : la loi fonctionne », le chroniqueur de *La Presse*, Yves Boisvert, mentionne à deux reprises un élément de *Noir Canada* et porte un jugement erroné à son égard : « Il y est notamment suggéré que Barrick a participé à l'assassinat de 50 mineurs artisanaux prétendument enterrés vivants et à l'armement de groupes militaires au Congo. Les faits ont été démentis dans des rapports, mais... » et « Un rapport d'Amnistie Internationale contredit l'histoire de l'assassinat des mineurs ». À ma connaissance, si Amnistie Internationale a reconnu en 1999 qu'il n'y avait pas de preuves formelles dans cette histoire, elle a du même coup affirmé que plusieurs événements entourant cette affaire devaient être éclaircis. Et quelques années plus tard, Amnistie Internationale publiait un autre rapport où elle maintenait que cette histoire était toujours problématique. On est loin du démenti.

Par ailleurs, deux petits détails, mais avec ce qui précède, ça fait tout de même trois : ce n'est pas « Éco-

Société » comme l'écrit monsieur Boisvert, mais bien Écosociété; et ce n'est pas « Guylaine » Beaugé, mais bien « Gyuilène » Beaugé le nom de la juge.

Camarade, je sais que vous devez sortir de la chronique comme de la saucisse, mais faudrait quand même pas descendre en dessous d'un certain seuil en ce qui concerne le *fact-checking*. On peut vous aider si vous voulez. On a du monde pas pire au *Couac* pour faire ça. Et en plus, on fait tout bénévolement. Ça coûterait pas un sous à Ti-Paul.

1 <http://www.cyberpresse.ca/chroniqueurs/yves-boisvert/201108/16/01-4426485-poursuites-baillons-la-loi-fonctionne.php>

## Stone

Après avoir déclaré devant une salle comble que Jean Charest est le meilleur politicien de sa génération, l'ancien ministre Lawrence Cannon accuse maintenant les jeunes libéraux d'avoir mis une substance illicite dans son verre.

MUSIRONIE

## N'importe quoi

Le Ministre John Baird constate un réchauffement du climat entre le Canada et la Chine, mais réfute qu'il soit dû à l'activité humaine.

MUSIRONIE

## Contre le « free for all » de la loi des mines

Un « camp minier » a eu lieu du 22 au 24 août derniers devant l'Assemblée nationale dans le but de débattre publiquement des principaux enjeux soulevés par la réforme de la Loi sur les mines. Le Zapartiste Christian Vanasse est venu faire un petit medley de monologues des Zaps sur la loi des mines au Québec, ce vestige du Far-West qui n'est plus du « free mining » mais du « free for all » pour les compagnies minières...

Pour visionner le vidéo : « monologue de Christian Vanasse » dans Google ou [http://www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=cgfznRgdHMo](http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=cgfznRgdHMo)

## Les Algonquins du lac Barrière empêchent une compagnie minière d'opérer sur leur territoire

SOLIDARITÉ LAC BARRIÈRE  
[www.barrierelakesolidarity.org](http://www.barrierelakesolidarity.org)

La Première nation algonquine du lac Barrière a célébré, le 22 juillet dernier, la décision récente de Ressources Cartier Inc. de suspendre le projet de mine de la Rivière Doré au sein de leur territoire traditionnel dans le nord-ouest du Québec, après que la communauté aie exprimé son opposition massive aux activités d'exploration et à la possibilité d'une mine que pourrait amener de telles explorations.

« La communauté applaudit Ressources Cartier Inc. pour son respect envers nos désirs qu'aucune exploration minière et qu'aucun forage ne se poursuive. La société crée un précédent important en n'allant pas de l'avant sans le consentement préalable libre et éclairé de la communauté, un droit reconnu par la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, » a dit Norman Matchewan, un porte-parole de la communauté du Lac Barrière.

Le projet de Cartier d'exploration de la Rivière Doré se retrouvait à l'intérieur d'une zone déjà couverte par un accord signé entre le Québec, le Canada et cette Première nation en 1991. Cet Accord trilatéral - un plan de développement durable pour 10 000 kilomètres de territoire traditionnel de la communauté du

lac Barrière - a été salué par les Nations unies, mais le Québec et le Canada ont refusé de le mettre en œuvre.

L'exploration minière a été interrompue au mois de mars, lorsque les travailleurs contractuels se sont conformés aux demandes des membres de la communauté de quitter le site d'exploration. Durant le mois de mai, le Conseil des aînés du Lac Barrière a émis une lettre au Ministre des ressources naturelles et de la faune du Québec, et au PDG de Ressources Cartier, prenant l'engagement que la communauté ferait un blocage pacifique de toute extraction de ressources, tel que l'exploitation minière sur leur territoire traditionnel, jusqu'à ce que l'Accord trilatéral soit mis en œuvre. De suite, des membres de la communauté voyagèrent jusqu'à Montréal pour prendre parole durant l'assemblée annuelle de la société, où ils réitérèrent leur opposition au projet minier. Durant le mois de juin, les membres de la communauté campèrent sur le site d'exploration minière pour empêcher que le forage ait lieu. Sur demande de la société, le Québec a maintenant suspendu le terme des 1 052 claims miniers de Ressources Cartier sur ce territoire jusqu'en juin 2013. Aucune activité d'exploration ne

peut avoir lieu sur ces claims pendant ce temps.

« Nous faisons appel au gouvernement du Québec pour suivre la direction de Ressources Cartier, en enlevant tout claims miniers sur l'ensemble du territoire de l'Accord trilatéral, jusqu'à ce que cet accord soit mis en œuvre. Si le Premier Jean Charest est engagé envers le développement durable et à de justes relations avec les Premières Nations, ceci devrait

être naturellement sa prochaine démarche, » dit Matchewan.

## Ceci, cependant, a été une décision volontaire par la société qui démontre l'échec du Québec à travailler avec les Algonquins et autres Premières Nations

« Ressources Cartier sont à féliciter pour leur décision de respecter le droit des Algonquins à donner leur consentement sur les activités qui ont lieu en leur territoire, » rajouta Ramsey Hart de MiningWatch Canada.

« Ceci, cependant, a été une décision volontaire par la société qui démontre l'échec du Québec à travailler avec les Algonquins et autres Premières Nations, tels que les Innus et les Mohawks, pour développer un protocole de consultation et de consentement pour les activités d'exploitation minière au sein de leurs territoires. »

## LA SALADE DE BERNARD-HENRI LÉVY

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

L'intellectuel français Bernard-Henri Lévy (BHL) s'est rangé du côté des rebelles libyens, étant même convié par le Président Sarkozy à des réunions diplomatiques. BHL s'y connaît bien en conflits armés : il a voyagé en Bosnie et en Israël dans des périodes de guerre, et y a développé des réflexions des plus pertinentes. Dans « La guerre vue d'Israël », un article paru dans *Le Monde* (28 juillet 2006) pendant la guerre contre le Liban, il s'insurgeait contre l'utilisation du mot « roquette » pour parler des missiles utilisés par les milices Palestiniennes, parce que ce terme (roquette) « implique une vision biaisée, mensongère de cette guerre. » Pourquoi ? Parce qu'« [o]n dit salade de roquette... Ou croquette pour chiens... [...] Alors, pourquoi ne pas dire obus ? Ou missile ? Pourquoi ne pas rendre, en utilisant le juste mot, toute sa dimension de violence barbare à cette guerre voulue par les Iranosaures du Hezbollah et par eux seuls ? Politique des mots. Géopolitique de la métaphore. La sémantique, dans cette région, est plus que jamais une affaire de morale ». Quelle surprise alors de lire sous sa plume, dans un reportage tiré de son voyage en Libye du côté des rebelles, et publié dans *Paris Match* (10 juin 2011), ce passage où BHL se tient devant le lieu où le photographe Tim Hetherington est mort le 20 avril : « ce trou [...] où Tim allait se glisser quand l'éclat de la roquette l'a rattrapé ». Les forces de Kadhafi tirent donc des « roquettes », et non des obus ou des missiles ! BHL : où est passée ta morale géo-sémantique ?

## Pourquoi je ne suis pas chrétien, de Bertrand Russell

« Je considère sans exception les grandes religions du monde comme fausses et néfastes. » Ainsi s'exprime Bertrand Russell, ce Voltaire anglais pour qui les religions sont des institutions cruelles, cultivant la peur et l'ignorance. Dans les trois essais publiés sous ce titre chez LUX Éditeur, les thèmes phares du christianisme en matière de mœurs sont l'objet d'une critique féroce éclairée. Le ton est léger, car souvent un bon sens bien affûté suffit à faire tomber des pans entiers de la morale chrétienne.

À cet obscurantisme, le mathématicien oppose une éducation fondée sur la science, le rationalisme et la liberté des mœurs, dont la vocation est de former des esprits indépendants. À l'heure où la droite moralisatrice gagne partout du terrain, menaçant les libertés laborieusement acquises au XX<sup>e</sup> siècle, on ne peut que conclure avec Bertrand Russell : « Y a-t-il mieux à proposer pour remplacer ce mélange antiscientifique de prédication et de corruption ? Je le pense. »

## MAUVAIS GOÛT

Un soldat britannique soupçonné d'avoir coupé des doigts à des talibans morts en guise de souvenir d'Afghanistan est actuellement interrogé par la Police militaire royale. Le soldat serait à un doigt de tout avouer.

MUSIRONIE

vie militante

## SCRS – Top Secret

Deux journalistes brésiliennes ont révélé début août un étrange comportement de Stephen Harper à l'étranger. Pour obtenir un traitement de faveur, notre estimé leader s'enferme dans les toilettes et refuse d'en sortir tant qu'on ne cède pas à ses caprices. Des diplomates ont confirmé au journal *Folha* qu'il l'a fait à Sao Paulo et avant cela à Copenhague. *The Washington Post* et *Le Devoir* ayant fait écho à cette fuite, le SCRS s'est mobilisé...

Directeur général, Service canadien du renseignement de sécurité

### A nos agents sur la Colline parlementaire

La divulgation récente par deux quotidiens non contrôlés par nos services (*Folha*, au Brésil, repris par *Le Devoir* au Québec) de la technique primo-ministérielle secrète de pression diplomatique à l'étranger « Bécosses Blackmail » [ci-après « BB »] nous conduit à recommander son déploiement à la Chambre des Communes face à la nouvelle Cheffe de l'Opposition, une f\*m\*n\*st\*.

Ce déploiement comprendra un réaménagement prioritaire des installations sanitaires de la Chambre des Communes pour y faciliter des séjours prolongés du PM. Ceci afin de forcer

les leaders du parti Libéral à contrer eux-mêmes les efforts du NPD, de peur de sembler infodés à ces communistes-souverainistes-féministes (voir stratégie « Divide & Conquer », si efficace lors des récentes prorogations).

Ce réaménagement devra tenir compte du risque toujours présent d'attentats contre le PM. Donc, 1) création d'un W.C. primo-ministériel réservé, tenu constamment sous clé ; 2) fouille exhaustive des installations sanitaires avant chaque période de questions ou mouvement intestinal primo-ministériel (cf. scène de l'attentat contre les forces de l'ordre au restaurant italien dans « Le Parrain II ») ; 3) contrôle du papier hygiénique pour éviter tout attentat de forces environnementalistes contre le siège du gouvernement.

Les W.C. primo-ministériels devront être équipés pour d'occasionnels séjours

prolongés, l'Opposition étant notablement hostile au programme du parti. Prévoir donc un trône grand confort (pas moins que celui de P. Marois – voir rapport secret Q-595295) ; un assortiment complet de produits Tim Horton frais du jour ; un répertoire des plus récents écrits de nos éditorialistes attirés (Levant, Steyn, Wenté, Flanagan, Bock-Côté, Bombardier, Martineau, Roy) ; le chaton primo-ministériel à des fins hygiéniques (voir Rabelais, *Gargantua*, chap. 13) si la SPCA peut être subordonnée ; et bien sûr quelques revues essentielles à la détente primo-ministérielle

(*Le Monde*, *Le Devoir*, *Rod & Reel*, *Gun World*, *Christian Science Monitor*).

L'installation d'un système d'Intercom de qualité est prioritaire pour faciliter les négociations entre le PM et son Opposition à l'issue du déploiement de la stratégie « BB ». Cependant, un contrôle « parasites » devra permettre de prétexter une mauvaise connexion lorsque le PM ne « voudra rien entendre ».

Évidemment, devront être installées à proximité de l'urinoir (#1) et de la cuvette (#2) les « lignes téléphoniques rouges » standard de contact avec Jérusalem, Washington et le Vatican,



en prévision d'une urgence internationale qui n'aurait pas été provoquée par leurs services (cf. 9/11/2001).

Enfin, si d'autres ministres de Priorité Un continuent à se retrouver dans l'eau chaude (cf. Tony Clement, John Baird, etc.), il serait avantageux de disposer de W.C. similairement équipés pour chacun d'eux, *mutatis mutandis*.

1 « Incident diplomatique à Brasilia » : <http://bit.ly/odD3Ft>

## Crime contre l'humanité

# L'ARMÉE FRANÇAISE DEVANT LA JUSTICE

YEUN L-Y

D'avril à juillet 1994, l'horreur atteint des sommets dans les collines rwandaises. En une centaine de jours, plus d'un million de Tutsis sont massacrés dans une violence inouïe. L'entreprise génocidaire, préparée idéologiquement et matériellement depuis de nombreux mois par le pouvoir Hutu, s'est déchainée dans l'indifférence internationale quasi-générale. On se souvient de la lenteur de l'ONU et des interminables débats sur l'existence ou non d'un génocide - le caractère obscène de ces tergiversations augmente à mesure qu'on connaît les faits. On se souvient aussi des phrases assassines professées par

des politiciens, comme par exemple, Mitterrand déclarant : « Dans ces pays-là, un génocide c'est pas trop important. »

17 ans après, les responsabilités françaises ne sont toujours pas établies et encore moins traitées à leur juste mesure.

Et pourtant, des enquêtes citoyennes, des journalistes et plusieurs rapports gouvernementaux viennent attester d'une connivence française avec l'Etat Hutu dans le dernier génocide du XX<sup>e</sup> siècle. L'ampleur de la connivence dépasse même les premières dénonciations émises à son encontre. La complicité française n'a pas simplement consisté en une implication indirecte (comme par exemple l'entraînement des milices). Les témoignages et les recoupements

expriment clairement une participation active (collaboration, livraison de Tutsis, approvisionnement en armes pendant les tueries...). Et cette participation a été validée par des militaires et des politiciens, de droite comme de gauche, dont entre autres : F. Mitterrand, E. Balladur, N. Sarkozy (alors ministre du budget et qualifié à ce titre de « banquier du génocide »).

### Du génocide au gynocide

Le déchainement des machettes aura eu pour cadre un gynocide dont l'ampleur est difficilement pensable : entre 250 000 et 500 000 femmes ont été violées - certaines contractant par là même le sida, d'autres des grossesses. Selon le rapport des Nations-Unies de 1996 : « Le viol était une règle et son absence une exception ». Le pénis était l'arme d'humiliation et de destruction massive. Le pénis était la machette. Et la France sur ce chapitre a aussi sa part de responsabilité. A propos de soldats français, le rapport Mucyo<sup>2</sup> (de la « Commission nationale indépendante chargée de rassembler les preuves montrant l'implication de l'Etat français dans le génocide perpétré au Rwanda en 1994 ») parle d'« agressions sexuelles et viols » avant le génocide, et de « viols et d'esclavage sexuel » pendant l'opération turquoise.

C'est pourquoi, suite à tous ces événements, il est urgent de soutenir l'initiative de 3 rwandaises qui portent plainte auprès du Tribunal aux Armées de Paris<sup>3</sup>. Elles ont été violées et torturées par des militaires lors de la supposée « opération humanitaire ». L'une d'elles témoignait encore dernièrement : « Pas un seul militaire français n'est parti de ces camps sans avoir violé au moins une femme (...) On était violées parfois par plus de dix militaires, avec une telle violence. Comme des animaux. Chaque soir, ils

venaient chercher des filles, c'était comme un repas. »

La longue tradition coloniale française, dénoncée sous le terme de « francAfrique », est aussi une longue tradition patriarcale.

### 17 ans après, les responsabilités françaises ne sont toujours pas établies et encore moins traitées à leur juste mesure.

Peu médiatisé, ce procès est néanmoins d'une importance cruciale et historique : pour que les responsables prennent leur responsabilité, pour que le négationnisme recule et pour qu'un début de réparation s'enclenche.

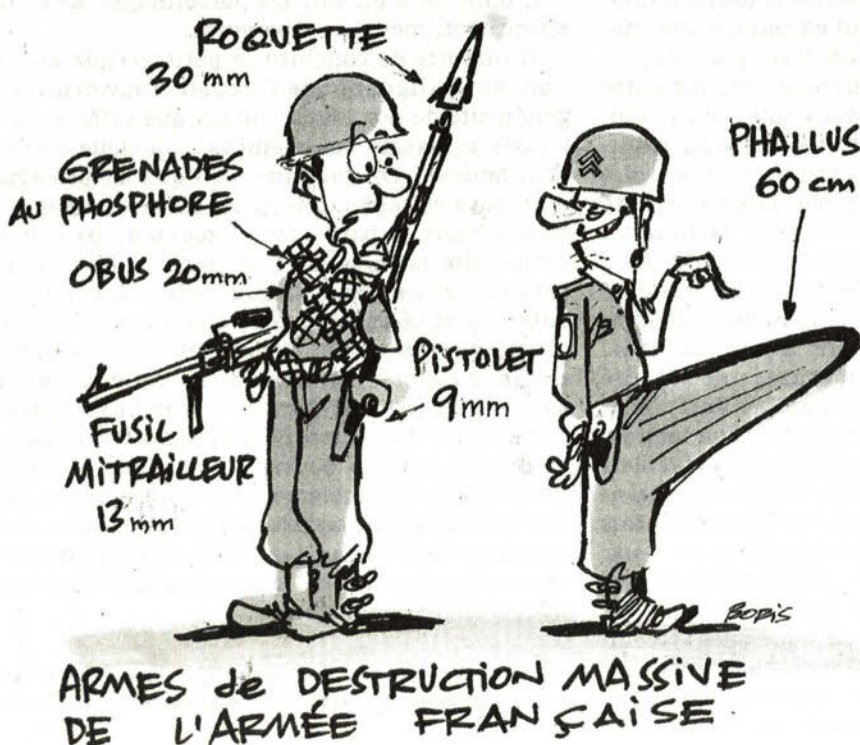
Bien que le parquet ait fait appel, l'accusation a été reçue et l'armée française reste poursuivie pour « crime contre l'humanité ». Ce procès nécessite d'importants moyens financiers - déjà plus de 8 000 euros ont été engagés par une médecin humanitaire, membre de la *Commission d'Enquête Citoyenne sur le Rwanda* - alors tout vos dons seront les bienvenus.

Plus d'infos à l'adresse suivante : <http://www.lanuitrwandaise.net/la-revue/no4-o-2010/trois-plaintes-contre-l-armee,281.html>

1 Lire par exemple de Esther Mujawayo : *Survivantes* (édition de l'Aube, 2004) (avec Souâd Belhaddad)

2 Rapport récemment publié en tant que n°5 de la revue *La nuit Rwandaise* (édition L'esprit frappeur, Izuba, 2011, 15 euros, 500 pages). (La nuit rwandaise est une revue annuelle incontournable, sérieuse et radicale. Elle mérite également votre soutien car elle est attaquée en justice par 9 officiers français qui lui reproche d'avoir publié - comme Le nouvel observateur ou l'asso des plaignants « France turquoise » - la liste du rapport Mucyo où figurent les noms de politiciens et militaires français impliqués dans le génocide)

3 Des informations complètes sont disponibles ici : <http://cec.rwanda.free.fr/pilotage/plaintes-viol-turquoise.html>



# PEUR, POLITIQUE ET CERVEAU

BRUNO DUBUC

Les habitué(e)s de ce journal connaissent sans doute la vieille formule «PPC». Pas le Parti Progressiste Conservateur, ni le «Partenariat Public Crosseur», mais bien le «Peur, Protection, Contrôle». Une formule que le Parti conservateur du Canada applique justement avec brio et qui consiste dans un premier temps à faire Peur, ensuite de se présenter comme un Protecteur, et ainsi obtenir le plein Contrôle du bon peuple. Bref, une vieille recette connue, utilisée par toutes les religions, et dont l'efficacité a fait ses preuves.

Mais il peut être parfois rigolo de constater que ce que l'on sait (ou plutôt, qu'une minorité de la population sait, sinon ça ne marcherait pas à grande échelle), la science vient nous le confirmer par la porte d'en arrière. Et comme avec le cerveau, ouvrir des portes dans la boîte crânienne n'est pas recommandé, on utilise les techniques d'imagerie cérébrales pour aller voir ce qui peut nous faire réagir en conservateur...

Paul Nail et ses collègues de l'Université de Central Arkansas ont ainsi réalisé une série de trois expériences qui met en lumière comment un contexte psychologiquement menaçant peut infléchir une pensée habituellement libérale vers une position plus conservatrice. Les adjectifs «libérale» et «conservatrice» sont à prendre ici dans le sens général où le premier décrit une attitude d'ouverture, d'empathie, de communication et de justice sociale alors que le second met l'emphase sur la tradition, l'ordre, l'autorité et la discipline.

Nail a donc demandé à des étudiant-e-s de donner leur opinion sur des sujets controversés (avortement, peine de mort, etc.) pour en évaluer les valeurs sous-jacentes. Pour les trois expériences, les étudiant-e-s avaient été préalablement classé-e-s en «conservateurs» ou «libéraux» selon leurs convictions politiques générales. Et dans les trois situations expérimentales, les étudiant-e-s des deux catégories étaient soit exposé-e-s à un contexte neutre ou à un contexte menaçant (injustice, mort, etc.) avant de donner leur opinion sur l'enjeu controversé.

Les résultats sont assez révélateurs. Dans les trois situations, pourtant assez différentes, l'évocation d'une menace juste avant de se prononcer sur l'enjeu controversé pousse temporairement les étudiant-e-s autrement libéraux vers une posture plus conservatrice. Et les auteurs de l'étude soulignent que ce «conservatisme défensif» n'est pas une simple réponse pragmatique à une menace puisque l'enjeu sur lequel les étudiant-e-s avaient à porter un jugement n'était pas lié à la menace évoquée. Il découlerait davantage d'une réaction psychologique à un sentiment de vulnérabilité plus général.

Ces résultats ne sont pas sans rappeler l'ouvrage classique de George Lakoff, *Moral Politics*, publié en 2002. Linguiste qui place la sémantique et les métaphores issues de nos expériences corporelles au cœur de nos facultés langagières, Lakoff défend l'idée que la conception conservatrice du monde conservatrice s'inspire de la métaphore du père autoritaire («strict father» en anglais) et la vision libérale d'un parent maternant («nurturing parent», en anglais). Pour interpréter les résultats de Nail dans les termes de Lakoff, on pourrait dire que lorsque le père autoritaire menace de sévir, les enfants ont peur et lui obéissent sans réfléchir...

Une position morale que Lakoff, en tant que libéral avoué, considère malsaine pour la société puisqu'elle promeut une culture de la peur, de l'exclusion et du blâme.

Nail, P., McGregor, I., Drinkwater, A., Steele, G., & Thompson, A. (2009). Threat causes liberals to think like conservatives. *Journal of Experimental Social Psychology, 45* (4), 901-907 DOI: 10.1016/j.jesp.2009.04.013

Book Review: *Moral Politics*, George Lakoff: <http://www.scottlondon.com/reviews/lakoff.html>

Adapté du blogue du Cerveau à tous les niveaux ([www.iceerveau.mcgill.ca](http://www.iceerveau.mcgill.ca))



# Quand le bluff provoque de faux aveux

MICHEL VIRARD

On savait déjà depuis les Lumières que la torture ne donne pas de bons résultats mais on ne savait pas que le simple bluff et la pression des interrogateurs avaient des conséquences aussi délétères. Dans le contexte d'un interrogatoire de police, le «bluff» consiste à prétendre que la police a en main une preuve mais sans la montrer au suspect. Jusqu'à présent, l'attitude des spécialistes était que le bluff était une technique valable et ne devait pas influencer indûment la véracité des aveux, sauf rares exceptions toujours possibles. C'est cette attitude que des chercheurs ont remise en question.

L'expérience réalisée par deux chercheurs, Jennifer Perillo et Saul Kassin, du département de psychologie du Jay Jay College of Criminal Justice, à New York, sur l'effet du bluff de l'interrogateur sur le suspect a donné des résultats dévastateurs. La proportion de sujets qui ont accepté de signer une confession pour une faute qu'ils n'ont pas commise est singulièrement alarmante: un quart des participants dans un cas, 80% dans un autre cas par une autre équipe (expérience où un pseudo témoin prétend avoir vu le sujet «suspect» commettre la faute).

Le journal *The Economist* a également un article sur ce sujet. Il s'agirait avant tout d'une stratégie du suspect pour échapper à un interrogatoire pénible combiné à une confiance exagérément naïve dans la justice «qui finira par voir qu'il est innocent».

Personnellement, je pense qu'il existe aussi un facteur additionnel pour des suspects avec un passé trouble (ce qui n'était pas le cas des études citées): ils pourraient inconsciemment accepter la reconnaissance d'une faute inexistante comme le juste prix à payer pour les fautes qu'ils ont réellement commises mais pour lesquelles ils n'ont jamais «payé». Il s'agit d'un phénomène de transfert «pour équilibrer les comptes», le complément, en somme, de celui qui pousse un policier à modifier une preuve pour s'assurer que le truand qui lui a déjà échappé plus d'une fois, ne pourra pas échapper au châtimement cette fois-ci.

On ne parle pas ici de cas exceptionnels mais d'une possible distorsion du processus judiciaire affectant potentiellement un grand nombre de cas. Quelle que soit l'explication du phénomène, et si cela est confirmé par d'autres études, les pratiques policières vont devoir changer. Le principe même de l'utilisation d'aveux comme base d'une accusation, un principe déjà bien fragile, risque d'être définitivement relégué au rang des accessoires utiles, par exemple pour trouver de véritables preuves concrètes, mais ne pourra plus constituer la base de l'accusation ni même un élément de la preuve. En effet, les auteurs concluent également que la détection de faux aveux par les procureurs, les juges, les policiers et surtout les jurés est bien difficile: rien ne ressemble plus à de vrais aveux que de faux aveux!

Perillo, J. T., & Kassin, S. M. (2011). Inside Interrogation: The lie, the bluff, and false confessions. *Law and Human Behavior, 35*(4), 327-337.

## Dans un premier temps, [...] faire Peur, ensuite [...] se présenter comme un Protecteur, et ainsi obtenir le plein Contrôle du bon peuple.

## Problèmes d'infrastructures à Montréal

Plusieurs ponts annoncent qu'ils sont en réfection quant à leur avenir.

MUSIRONIE

# LES BELGIQUES

## Tentative de voyage alternatif

Le seul fait de rêver est déjà très important. – Jacques Brel

RAMON VITESSE

C'est avec des vélos pliables et nos deux gaillards de 7 et 9 ans que nous sommes partis pour taquiner la frite Belge (attention végétariens: elle est frite dans l'huile de bœuf – sauf à la maison...), en cinq maigres semaines de la mi-juillet à la mi-août. Ça commence mal avec l'avion: un moyen de transport monstrueux et indécent. Le transporteur nous avait dit que nos pliables embarquaient sans frais, si respect des

dimensions et du poids réglementaires. Pourtant, autant à l'aller qu'au retour, on nous a embêté-e-s en tentant de nous faire raquer puisque: «un vélo c'est un vélo et il y a des frais». Ridicule... Discriminer parmi les bagages est aberrant, surtout si c'est pour voyager plus léger pour l'environnement!

Le périple débute à Bruxelles, capitale d'un pays que les élites s'arrachent et se tiraillent – on dirait que la planète rapetisse. Une preuve de ce malaise sur-vitaminé entre Wallons et Flamands? Le fouteu défilé de la fête nationale avec ce roitelet qui est bien emmerdé d'avoir moins de temps pour sa flemme légendaire... L'étalage outrancier et avilissant d'un état militaire qui fait défiler son bidasse (chair à canon) dans un équipement dont le prix est en soit une guerre contre le plus élémentaire bon sens citoyen pacifiste. Pour couronner le tout, un feu d'artifice – toujours de la poudre à canon!!! Quant au vélo, on rappellera qu'il y a quand même de bonnes côtes ici, et que des grands axes cyclables ont été aménagés de même qu'a été généralisé l'usage à contresens des rues à sens unique pour les seuls vélos – merveilleux. Le train, pour les longues distances (une passe pour 10 voyages à 75 euros, utilisable à plusieurs, ou encore des billets destinations «soleil» en Belgique – il pleut pourtant en abondance, reviennent à 7,5 euros et sont pertinents pour les longs trajets), est super bien organisé et utile avec un pliable. Le bémol reste le fait de se coltiner avec vélos et bagages entre des quais de petites gares où l'absence d'aide mécanique favorise la musculature. Pour les 12 ans et moins, ce qui encourage une éducation autrement qu'automobile, train gratuit!

Pour mieux entrevoir le supposé schisme entre Wallons et Flamands, nous avons opté pour la rencontre chez le citoyen en pratiquant le «couch surfing». Pas simple, car il y a aussi toute une, voire plusieurs, Histoire(s). Par exemple, Liège a déjà été une principauté rattachée à la Gaule. Le français aura longtemps été la langue du commerce, de la bourgeoisie et de la politique. Désormais, en Belgique, l'affirmation flamande et l'enrichissement de cette population majoritaire questionne la donne actuelle, comme, dans une moindre mesure, une royauté parachutée lors de grands redécoupages européens, vers 1830. Pas si simple, d'autant plus que tout est sujet à chicanes. Par exemple, on dira que les Wallons n'ont qu'une centaine de caméras autoroutières tandis que les Flamands en ont plus d'un millier alors que les amendes sont partagées également en deux. Le classique «diviser pour mieux régner» prévaut partout où les riches en voudraient encore plus.

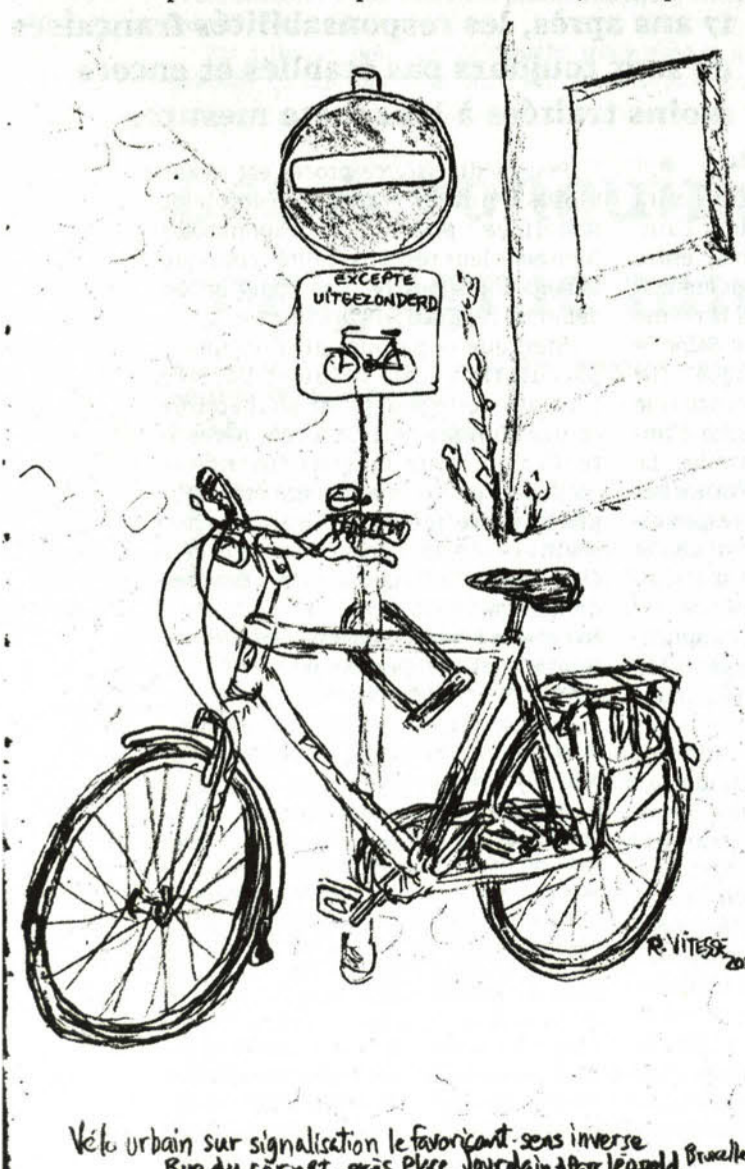
Pour le vélo, la Wallonie, à part quelques splendides exceptions dont les Ravel (l'un longe la Meuse et l'Ourthe vers Aywaille), n'est pas aisée; le réseau cyclable flamand est, à l'inverse, impressionnant avec son système de pistes numérotées entièrement

interreliées. Sans véritable dénivelé, ce réseau est un charme pour pédaler et aller d'un endroit à un autre. Le site [fietsnet.be](http://fietsnet.be) donne carrément des itinéraires avec les kilométrages! Comparativement aux rares endroits visités en bordure des Pays-Bas voisins, les scooters (à essence) ne sont pas omniprésents sur les pistes... Sur la grande place à Maastricht, par exemple, le vacarme scooter est ahurissant. En Flandre, à voir les gigantesques stationnements de vélos, les vélos de ville chevauchés par des gens de tous les âges seuls ou en groupes, on se prend à rêver que notre combat pourrait aboutir au Québec et ailleurs!

Nous avons eu le bonheur de participer à la Masse critique de Liège avec une soixantaine de Wallons qui verraient d'un bon œil poindre un monde meilleur. Cette randonnée mensuelle au trajet improvisé (il y en a une également à Montréal) aboutissait, en juillet, au squat de La Châtreuse: une ancienne base militaire désaffectée pour laquelle un riche développement domiciliaire est prévu. En termes libertaires, il y a bien la dégaîne de Tchatchchès dans ce populaire pied-de-nez à l'égard des puissants. Il faut voir le génial et tout simple musée vivant de marionnettes, avec son festival de spectacles, à l'Espace Wallonie. Par contre, pour la BD, nous sommes restés un peu sur notre faim – au-delà des murales et du Centre Belge de la BD... Les fouteus Schtroumpfs bénéficient d'une visibilité totale – surtout avec une «méga-production business». Reste encore les Bob et Bobette, un brin enfantin, dont on a pu voir les personnages ici et là à Kalmthout, même à l'arboretum!

Il importe de conclure ce petit périple en roue libre en soulignant que l'accueil, l'ouverture et la générosité de nos hôtes, autant que celle des gens croisés au hasard des chemins, a quelque chose de phénoménal. On imagine bien que les problèmes d'un pays se régleraient plus humainement si on tirait au sort un parlé vrai (plutôt qu'un parlé ment) temporaire parmi les simples citoyens, plutôt que de persister à abandonner la gouverne à des imbéciles patentés et téléguidés par ceux qui s'en mettent plein les poches... Ces rencontres nous confirment qu'il faut éviter les orniers du tourisme massif – il y a bien d'autres lieux alternatifs et moins fréquentés que Brugge. On se rappellera à jamais l'incessant va-et-vient de bateaux bourrés de touristes qui photographiaient invariablement les mêmes choses, dont une fenêtre où apparaissait parfois un gros chien évoquant le lion rugissant des vieux films de la Metro-Goldwyn-Mayer. Avec nos carnets de croquis, nous n'étions pas raccrod!

Merci à Françoise, Christophe, Pierre-Alain, Sabine, Coralie, Benoît, Adriaan, Léa, Chris, Zjef, Joost, Simonne, Seen, Leen, Peter, Lieke et les enfants!



# Ce qui vaut

SIMON TREMBLAY-PEPIN

On trouve difficilement quelque chose de plus mystérieux que les débats portant sur la « théorie de la valeur » en économie. Dès le départ, l'idée d'une théorie de « ce qui vaut » semble incongrue. On se dit au premier regard (ou au dernier chez les libertariens) que ce qui vaut dépend de chaque individu, de ses croyances, envies et pulsions. Comment pourrait-on avoir une théorie sur quelque chose d'aussi fuyant ? D'aucun diraient d'aussi impossible à généraliser...

Quand on parle d'argent et d'échange, la question de la valeur est pourtant essentielle. Il faut tenter de comprendre comment les objets obtiennent une valeur si on souhaite comprendre comment ils s'échangent. Derrière la marchandise, l'argent et la circulation on trouve immanquablement la question de la valeur. Or, étonnamment, en théorie économique contemporaine (tant classique que critique) on parle très peu, voire jamais, de théorie de la valeur. Ces questions, pour les économistes de tous poils, ont été réglées depuis longtemps.

Voilà que depuis quelques années le débat ressurgit du côté des économistes critiques. Comme ceux-ci sont forts peu nombreux, et que même chez eux le débat reste marginal, son bruit ne se rend pas jusqu'à nos oreilles. Or, ce qui aujourd'hui n'a pas plus d'échos que le grattement du pied d'une fourmi sur le sol, pourrait bien s'avérer, à terme, ressembler au grondement du tonnerre annonçant l'orage.

Ces murmures si prometteurs on les trouvera dans les ouvrages de Moishe Postone, Anselme Jappe et Robert Kurz. Pour la somme théorique, on visitera soit le très mal écrit *Temps, Travail et Domination sociale* de Postone, soit *Lire Marx* de Kurz. Pour un résumé accessible et mordant on suivra *Les aventures de la marchandise* de Jappe. Ce dernier et Kurz ont également publié des ouvrages en français commentant des enjeux d'actualité à partir de leur perspective critique.

Que nous disent ces messieurs, en somme ? Ils nous disent, encore une fois, qu'en fait, on n'a jamais bien lu Marx. Cette proposition de départ un peu lassante laisse toutefois place à une démonstration assez convaincante. Nos trois larrons se penchent en particulier sur les premiers chapitres du *Capital*, ceux qui sont généralement les plus rébarbatifs : marchandise, monnaie, fétichisme, etc.

Selon eux, dans les premiers chapitres du *Capital* on trouve décrite l'essence du système capitaliste. On ne la trouve pas dans la division de classe. Non plus dans la contradiction capital/travail. Eh non, ce serait, en fait, dans le fondement logique du capitalisme que se trouverait son élément le plus contradictoire et le plus puissant, soit dans la double nature de la marchandise même. Dans cette simple opposition entre la valeur d'usage – ce à quoi les marchandises servent effectivement – et la valeur d'échange – ce qui fait qu'elles peuvent être transférées d'une personne à l'autre suivant un processus universel.

La valeur trouverait là une essence contradictoire : celle de la richesse matérielle et celle de la richesse sociale. Bien qu'elles soient toutes deux liées, elles ne fonctionnent pas selon la même logique. En fait, dans le système capitaliste, la richesse sociale abstraite (l'accumulation d'argent) s'accroche au processus de production de la richesse matérielle car sa source est le travail humain. L'argent (la représentation cristallisée du travail humain passé) permet de tout faire dans la société capitaliste : survivre, se réaliser, mais aussi

## La valeur devient un idole, un Dieu, une finalité qu'on poursuit en étant aveugle aux conséquences de nos gestes

diriger les autres, transformer l'environnement non-humain, acheter des biens et des services, etc. Comme il s'agit d'une valeur abstraite – représentée uniquement par un chiffre – son accumulation est potentiellement infinie.

Or, pour accumuler de la valeur, le capitalisme exige que la production soit la plus productive de valeur possible et non qu'elle réponde aux besoins humains. Il faut donc travailler pour créer de la valeur qui donne du pouvoir dans la société. Le travail et la production deviennent donc les moyens de l'accumulation de l'argent et non ceux de notre satisfaction commune. On comprend ainsi pourquoi Marx parle de « fétichisme » de la marchandise, c'est que la valeur devient une idole, un Dieu, une finalité qu'on poursuit en étant aveugle aux conséquences de nos gestes.

Ce simple aperçu permet de comprendre la pertinence de cette remise au premier plan de la question de la valeur. Au lieu de se concentrer sur la division de classe – qui est certes importante au niveau conjoncturel, mais qui est aussi entièrement intégrée dans la logique capitaliste – le débat sur la valeur permet d'aller questionner les concepts fondamentaux à l'origine du capitalisme. Si on veut en sortir un jour, pas le choix de se pencher sur ce qui le constitue, pour éviter de le répéter.

Jappe Anselm, *Les aventures de la marchandise : pour une nouvelle critique de la valeur*, Paris, Denoël, 2003, 298 p.  
Kurz Robert et Marx Karl, *Lire Marx : les principaux textes de Karl Marx pour le XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Ed. de la Balustrade, 2002, 396 p.  
Postone Moishe, *Temps, travail et domination sociale : une réinterprétation de la théorie critique de Marx*, Paris, Mille et une nuits, 2009, 591 p.

## Les risques du métier

Rupert Murdoch aurait été ému aux larmes à l'écoute des messages de condoléances sur le téléphone d'Amy Winehouse.

RAMON VITESSE

**WARTIN**, *Sentiment d'urgence* (Haro Productions)  
L'écoute de ce disque a quelque chose de terriblement excitant. Tout en renouant avec le son des Shériffs et de l'épopée du punk rock français, on fonce dans la lecture de textes qui électrisent nos neurones à crête (dixit Marcel et son orchestre) et nous redonnent « Un sourire ironique pour célébrer l'immonde ! ». Bon sang ! Tout y est : refrains incendiaires aux choeurs incendiaires, riffs ravageurs, rythmiques implacables et même une pochette noire et rouge avec ce soldat qui tire, presque à bout portant sur un père et son fils ultimement enlacés... l'album ne s'intitule pas *Sentiment d'urgence* pour rien. Face aux « faux sentiments de liberté », l'élan de Wartin va vers un solide positionnement autocritique, voire autodérisoire punk : « Devant notre histoire qui s'efface / L'ignorance la plus crasse / La violence des nations / L'uniformisation / J'ai fermé les yeux ». Un six titres vivifiant avec, notamment, *Sacrifier le temps* et *Se peindre en humain*. [www.wartin.biz](http://www.wartin.biz)

**LES ÉKORCHÉS**, *Frères de sang* (Indica Records/ Outside)

La formule métal acoustique et violoncelle – de ce quatuor métal alignant comme *screamer* Marc Vaillancourt (ex B.A.R.F.) et comme guitariste Pat Gordon (ex Choulunatics) est devenu très alerte. Si le remplacement de l'ex Voivoid à la batterie se passe bien, il importe de souligner que Philippe Mius d'Entremont à l'archet opère une magie inégalée à ce jour. Ce troisième album, comme les précédents, présente des textes extrêmes sur des thèmes récurrents du genre – *Possédés*, *La grande faucheuse* ou *L'Épave au corps*, ou des trucs plus personnels. À cet égard, *Libre avec moi* (sur les avatars relationnels et les doutes quant à préserver la flamme conjointement) ou *Circuler* (sur un flic vindicatif) sont très convaincantes tandis que *Sortir ça tête* (sur l'envie de battre son voleur – au lieu de pourfendre les vrais voleurs en cravate) en reste à une frustration de base. Justement, la qualité principale du quatuor se résume à travers cette énergie brute d'Ékorchés... vifs – « La musique, exutoire viscéral / Elle circule dans tes veines / Ton âme, ta chair, ton sang / Nous sommes Frères de sang ! ».

**SONIA JOHNSON**, *Le Carré de nos amours* (Effendi/Select)

Une merveilleuse rencontre du jazz et de la chanson avec cette grande voix (également productrice, compositrice et même maman !) qui a plus de vingt ans d'engagement viscéral. Si son premier disque ne comportait que des reprises (procréation oblige) de standards jazz, ici elle décline avec chaleur et conviction pas moins de treize textes d'amours inédits entièrement en français. Rien de moins ! Sonia signe certains textes, d'autres sont de Stanley Péan, un de Christian Mistral, un de Marie-Chantale Gariépy... Ses passions littéraires vont de paire avec ses affections musicales ; habituée du trio (piano, contrebasse, batterie), elle convie pour ce disque une section de cuivres, un guitariste et un chœur. *Le Carré St-Louis* illustre bien ce disque aux allées invitantes et lumineuses à l'instar de cette femme pétillante au mi-temps de sa vie.



# Conversation décapante

MARTIN DUFRESNE

Avec *Lettre à une amie hétéro* – *Propos sur l'homophobie ordinaire*, Paula Dumont signe à L'Harmattan un texte décapant et truffé d'informations essentielles pour qui veut dépasser le regard hostile ou complaisant habituellement jeté sur les gays et lesbiennes. J'y ai appris beaucoup de choses sur celles et ceux qui vivent de l'autre côté d'une barrière qu'on continue à dresser autour des homosexuelLes.

En 175 pages écrites de main de maître(esse d'école), cette enseignante de Montpellier entrecroise avec ironie témoignages personnels et références historiques et analytiques non seulement au vécu des lesbiennes et gays mais aussi à la notion d'une hétérosexualité « naturelle », héritée de la religion et d'une science moyenâgeuse, qui ne résistent plus à l'épreuve des faits et des prises de parole.

Face aux discours souvent rassurants sur la condition des lesbiennes et gays – je pense au dossier « Sortir du placard », publié dans *La PRESSE* du 13 août – l'auteure puise à même les dossiers de vexations et violences assemblés par le Collectif Contre l'Homophobie. Elle enrichit notre perception des rapports de genre avec beaucoup de statistiques qui m'ont surpris et qui s'intègrent naturellement au texte, rédigé sur le ton d'une conversation.

Car ne se contentant pas d'informer, Paula Dumont prend à partie une interlocutrice imaginaire – avec une vigueur rafraîchissante, qui témoigne de l'agacement que peuvent ressentir les homosexuelLes face à certains clichés, préjugés et pseudo-solutions qu'on leur oppose constamment pour peu qu'ils et elles témoignent des injustices qui leur sont faites.

Par exemple, alors qu'on se rassure facilement avec la notion d'identités étanches dans ce domaine, l'auteure relève avec humour dans le rapport Kinsey que « l'homosexualité exclusive ne concerne que 0,1 % des femmes et 0,5 % des hommes : » Oui, inutile de nettoyer fiévreusement tes lunettes, tu as bien lu : seule une femme sur mille et un homme sur cinq cents (sic) sont de vrais homos ! »

Malgré la petite erreur de calcul, cette statistique contribue à dissiper la barrière que l'on érige entre « ces gens-là » et les hétéros. « Les pratiques homosexuelles, chez l'écrasante majorité des Français, coexistent ou coexisteront avec les pratiques hétérosexuelles », conclut-elle.

Et ce tableau a aussi l'effet d'un miroir dans la mesure où l'auteure des récits autobiographiques *Mauvais Genre* et *La Vie dure* (chez le même éditeur) offre aux hétéros comme moi l'occasion de se pencher sur leur propre condition, moins évidente, de dupes d'une culture hétérocentrique où l'appartenance à la norme et au sentiment du « bon droit » évite bien des efforts et remises en question. Heureux déplacement de perspective permettant de percevoir notre confort de l'extérieur, un peu comme j'ai découvert le poids pour les femmes du masculin via des romans réalistes d'auteurs comme Doris Lessing, Marilyn French et Beryl Bainbridge, entre autres.

La *Lettre à une amie hétéro* en est une que beaucoup de femmes et d'hommes auraient gagné à recevoir plus tôt.

## Méchant scoop

Radio-Canada annonçait, à la fin du mois de juillet, que le Québec avait « presque atteint le record de chaleur ». En février, on nous annoncera qu'il a « presque neigé, hier ». Passionnant.

## Syndrome du côlon irritable

Régis Labaume devient officiellement porte-parole de la célèbre maladie.

VALENTIN TARDI

**QUI EST ANA MENDIETA ?** (Les éditions du remueménage) de Christine Redfern et Caro Caron  
**L'ART DE VOLER** (Denoël Graphic) d'Antonio Altarriba et Kim

Deux livres basés sur des personnes qui ont vécu intensément et en lutte, mais également qui sont mortes après avoir volé – de gré ou de force. Le premier roman graphique, s'il remet en perspective l'art féministe de l'exilée cubaine Ana Mendieta – elle met en scène son corps, se réfère au vaudou ainsi qu'aux croyances et rituels des anciennes civilisations – il est aussi question d'autres femmes exclues de l'histoire de l'art. Dans un style rigoureux mais paradoxalement très éclaté, l'art underground de Caro Caron et la réflexion documentaire habilement mise en abyme par Christine Redfern pose avec acuité la question de la violence faite aux femmes. Incidemment, Ana Mendieta aurait bel et bien été précipitée par son conjoint artiste du 34<sup>e</sup> étage de son appartement. Dans *L'Art de voler*, il est question du père de l'auteur qui, en mai 2001, âgé de 90 ans, saute du quatrième étage de sa maison de retraite. Son fils retrace en quatre temps, quatre époques reliés à ces quatre étages, une personne qui a intimement vécu l'Espagne et l'Europe du 20<sup>e</sup> siècle jusqu'au calvaire final. Ici, son fils romancier, accompagné d'un dessinateur très pertinent influencé par l'underground américain, choisit les possibilités narratives de l'image pour, particulièrement, redonner à son père les ailes de la liberté et de la justice mais aussi pour explorer le symbolisme à quelques reprises. L'utilisation du point de vue de son père avec le je augmente encore l'intensité de cette narration brûlante. Deux livres forts et intenses qui repoussent les limites de la BD engagée...

**CITÉ D'LA BALLE 2** (Le Lombard) de Relom

**COMMANDO TORQUEMADA**, Évangiles I, II, III, Xavier Lemmens & Philippe Nihoul (FLUIDE GLACIAL)

Que voilà un album désopilant à force de tartiner et d'en rajouter jusqu'à s'apercevoir que cette connerie sans borne a des airs de réalité pour les jeunes des cités françaises et cosmopolites. Presque par bonté pour un flic triste, une bande de jeunes concoctera pour lui un gâteau d'anniversaire. Par erreur, au lieu des chandelles, ce seront des bâtons de dynamite qui orneront la pâtisserie... Boum le commissariat ! Les jeunes seront expédiés par le juge dans un autre monde – celui d'une ferme où ils seraient rééduqués. Formidable aveuglement et dérive absolue jusqu'au désastre de ce système en déroute devant des jeunes déconcertés. L'éducateur, le fermier et les animaux sont, à l'instar du trait punk de Relom, absolument fascinants ! Pour *Commando Torquemada* il s'agit de l'intégrale de trois bouquins et d'inédits d'un sulfureux trio de religieux déjantés (une sœur masochiste de choc, un prêtre flingueur et un abbé spécialistes des drogues et poisons) toujours prêts à intervenir pour le Vatican. Le volet intitulé *Dominique, nique, nique...* est particulièrement trash ! Avec un dessin ciselé et ligne claire électrique, ça donne une nonne dévergondée...





# VERS LA BARBARIE

ERIC MARTIN

**N**ous voguons, que dis-je, nous filons à toute allure vers la barbarie. Ce mot désigne ce qu'il advient du monde dès lors qu'il se « déspiritualise », comme le disait Pierre Vadeboncoeur. Cela veut dire : quand un peuple, ou des peuples, cessent d'espérer plus que la médiocrité. Au plan des valeurs, s'entend. Il n'est qu'un domaine dans lequel nous visons l'excellence : la production. La compétition pour la croissance maximale de la valeur de l'argent. Nos productions, pour parler encore comme Vadeboncoeur, ont pris

**Si l'indépendance du Québec s'articule à [...] ce qui forme le substrat essentiel de ce qu'on a appelé « socialisme », cet idéal d'autonomie peut encore faire rempart à la barbarie**

tant de place dans nos têtes qu'elles en ont évincé l'esprit lui-même. « Nous sommes à ce point aliénés », disait-il.

Qu'entend-on par « esprit » ? D'abord, une intention personnelle : marcher en quête du mieux, réfléchir à ce qui vaut d'être vécu. Chercher la « vie bonne ». Mais qui pense le fait toujours avec des mots empruntés à l'hospitalité du langage et du peuple qui le porte à bout de bras et qui n'est que de le transmettre à ses héritiers et héritières. Il n'y a d'esprit, comme disait Hegel, que sous forme d'esprit d'un peuple, d'une communauté vivante qui a ses us et ses lois. L'esprit, donc, est bien plus que ma simple

intention propre : mes aspirations s'entrelacent avec celle de mes frères et soeurs humains, et mes mots avec leurs espérances.

Qu'arrive-t-il, alors, lorsque les peuples cessent d'espérer ? Lorsqu'ils n'ont plus guère d'idéal d'eux-mêmes ? Ils s'abandonnent à la déliquescence et s'enlisent dans la vulgarité avant de se consumer ou de s'entredévorer : ils versent dans la barbarie. La barbarie, comme le rappelle Michel Henry, est ce qui affleure quand la culture, la seule maîtresse à laquelle il convient d'être soumis, entre en dégénérescence. Alors, l'humanité sort d'elle-même et retombe non pas dans l'animalité, puisqu'on sait depuis Kropotkine que même les animaux sont sociaux, mais dans l'anomie où seul le principe de la force triomphe. Si la production économique est devenue notre seule loi, l'affrontement par la force dans la compétition, la guerre de l'efficacité, est, lui, devenu notre seul mode d'interaction.

Hegel ne s'y était pas trompé. Déjà, en 1820, il voyait que la logique de concurrence, la lutte à mort d'intérêts opposés qui régnait dans la sphère marchande allait, si rien n'était fait pour la contenir, agir à la manière d'une gangrène et pourrir la totalité de la société de l'intérieur. Marx est allé plus loin : pour lui, l'économie politique disait essentiellement, déjà bien avant Thatcher : « Il n'y a pas de société, seulement des individus ». Elle présentait l'humain comme un être désolidarisé, atomisé, animé par des visées purement utilitaires et n'interagissant avec les autres que sur la base de l'échange intéressé. Elle l'arrachait ainsi aux liens naturels et sensibles, puis culturels et institutionnels, qui l'enserraient dans une toile d'interdépendances où sa vie était irréductiblement mêlée à celle

des autres, et n'avait de sens que de reproduire cet être-en-commun. C'est ce qu'on appelle la société. Marx disait : l'humain est un être social par nature. C'est donc dire : il n'y a d'humanité que lorsqu'il y a une communauté de solidarité et d'aspirations.

L'argent prétend libérer les humains du lien social. Mais ce faisant, disait Marx, il les rend étranger à leur nature proprement sociale, il les aliène en les séparant de ce qui, pourtant, constitue leur chair et leur esprit : le commun. À l'inverse, le communisme est la réalisation de la nature sociale de l'humanité. Il signifie : la reconnaissance des obligations et des réciprocités qui nous attachent à la nature et aux autres, aussi bien au passé (la culture) qu'au futur (l'utopie). Le communisme chez Marx est la réappropriation de la liberté et du commun, entendu comme culture et comme sens, comme respect de la nature et de l'altérité de celui ou celle avec qui je partage le monde de la vie.

À l'opposé, la barbarie est la sortie de cette communauté de partage des réciprocités et des espérances. Elle désigne le triomphe du système, c'est-à-dire d'une société devenue megamachine (Illich), ou ce qui organise le processus devenu impersonnel de l'interaction sociale n'est plus la visée de la bonne vie, mais la contrainte à la performance et à l'accumulation maximales et aveugles.

Cet enfermement sous l'empire unique de la valeur nous est révélé au Québec par deux événements troublants. D'abord, la hausse annoncée des frais de scolarité et la mise au pas des universités pour les brancher au service de l'économie. Comme d'habitude, comme la chouette de Minerve, cette politique antisociale prend son envol au Québec alors qu'elle est déjà

décriée partout de Londres à Madagascar. L'autre événement est la débandade du mouvement souverainiste. Il y a bien un Nouveau mouvement pour la souveraineté du Québec, qui réaffirme la nécessité de faire l'indépendance. Or, son manifeste ne pipe pas mot du capitalisme, dont il faut sortir au plus vite, ni de cet empire de la production sur notre esprit individuel aussi bien que collectif. Il ne dit rien non plus de l'écologie. Dans les deux cas, nous sommes témoins de l'effondrement du tissu commun après que s'y soit infiltrée la bactérie de la pensée gestionnaire et de l'argent.

Le sens véritable de la liberté ne signifie pas : faire table rase du passé. Il s'agit plutôt de nous réapproprier le commun, et de reconnaître les réciprocités qui nous attachent à la nature sensible et à la culture mise en partage. Si l'indépendance du Québec s'articule à une telle volonté de réappropriation de la substance du commun, c'est-à-dire à ce qui forme le substrat essentiel de ce qu'on a appelé « socialisme », cet idéal d'autonomie peut encore faire rempart à la barbarie. S'il s'agit à nouveau d'un projet gestionnaire, qui ne questionne ni l'empire de la classe dominante, ni celui du capital sur nos vies et sur la nature, alors il s'agira tout au plus d'un jeu de chaises musicales qui changera quatre trente sous pour un dollar, et de nouveaux maîtres creuseront le sillon de la même barbarie et de la même insignifiance. Pour le dire autrement : il ne suffit pas d'un nouveau « mouvement » pour le Québec. Il faut un nouvel esprit, et qui n'est pas celui du capitalisme et de la barbarie, mais qui serait plutôt animé par la volonté de réaliser l'aspiration historique à la liberté qui anime tous les peuples qui ont été dépossédés d'eux-mêmes.

## Un coup parti

Fort de sa majorité, le gouvernement Harper est déterminé à abolir le Sénat. Si les partis d'opposition s'entêtent à refuser sa réforme, il menace de les abolir eux aussi.

MUSIRONIE

## Chronique d'une mort annoncée

« Ah, je sens une petite déception », a lancé Jean Charest à la blague aux journalistes à propos de la fausse annonce de sa mort par *Le Devoir* le 16 août dernier. Pas une petite mon Jean, oh que non, pas une petite...

## Bonne conscience aux poubelles

Les ordinateurs hors d'usage qui s'accumulent dans les dépotoirs sont pleins de courriels qui se terminent par les mots suivants : « Pensez à l'environnement avant d'imprimer ce message. »

# Désintéressé humain

« Nous achetons très peu de piges, et encore moins de l'étranger, comme nous avons déjà des partenariats avec des journaux européens. »

GABRIELLE BRASSARD-LECOURS

**V**oilà ce que je me suis fait répondre par l'un des quotidiens importants de Montréal. Je suis alors au Sénégal, où un soulèvement sans précédent du peuple contre un projet gouvernemental modifiant la constitution a lieu. Le mécontentement était palpable, les manifestations monstres, prévisibles. Je prévenais donc tous nos médias que des événements importants allaient éclater dans le pays subsaharien.

Mais l'Afrique, c'est loin. Sauf quand il y a du sang. Ou que des gens meurent de faim. Ou qu'on y a des intérêts économiques. Ainsi, la France parle beaucoup de l'Afrique, surtout de ses anciennes colonies.

Mais ici, on préfère acheter des textes de journaux européens, qui eux-mêmes proviennent pour la plupart d'agence de presse. Des textes professionnels, mais très factuels, génériques et qui se retrouvent partout à travers le monde. Une pige est certainement coûteuse (c'est encore drôle chez certains), mais pas plus qu'un abonnement à un fil de presse, encore moins quand le ou la correspondant(e) est déjà sur place, ayant soi-même déboursé son billet d'avion.

Constater que l'on parle de la Somalie parce que les gens commencent à mourir de faim, alors que la

famine y règne depuis plusieurs années, ou encore de la Lybie quand un dictateur commence à tuer sa population, quand cette dernière vivait dans la terreur depuis longtemps, c'est horripilant et dommage. « Mieux vaut prévenir que guérir » n'est vraiment pas l'adage des médias. Il faut du sang, des morts, des guerres ou des menaces d'intérêts économiques. Ce constat est loin d'être nouveau, mais l'expérimenter sur le terrain est autrement plus criant. Parlez-en à Roméo Dallaire, qui a tenté pendant combien de temps de prévenir nos autorités qu'un génocide se passait au Rwanda ?

J'ai par ailleurs une pensée pour Gil Courtemanche, grand journaliste international et auteur, entre autres, du magnifique *Un dimanche à la piscine à Kigali* (2002). Engagé, notamment contre Québecor en refusant la mise en candidature de son œuvre pour un prix littéraire décerné par l'empire, et qui a passé une partie de sa vie journalistique en Afrique, sa disparition est un deuil pour la profession. Il est loin le temps des Albert Londres et des Judith Jasmin.

**Penser global, agir local**

Les tunnels qui s'effondrent, c'est important. Un

amphithéâtre aussi, apparemment (ou malheureusement). Un match de hockey également. Mais des voitures brûlent pour de bien meilleures raisons ailleurs dans le monde. Une révolution politique par exemple. Ou des gens qui n'ont pas de travail, ou pas de quoi se nourrir, ou qui sont opprimés. Je ne suis pas en train de dire qu'il ne faut pas parler dans nos médias des choses qui touchent les citoyen-ne-s à l'échelle locale, dans leur quotidien. Mais ici, l'ouverture vers l'extérieur du pays est pauvre,

**« Mieux vaut prévenir que guérir » n'est vraiment pas l'adage des médias. Il faut du sang, des morts, des guerres ou des menaces d'intérêts économiques.**

médiatiquement parlant. Et c'est bien dommage. Dommage de ne pas profiter des jeunes aspirant à faire la nouvelle autrement, ailleurs. Il est bien difficile de s'identifier, de se confiner aux médias qui existent présentement quand on a le désir d'aller voir ailleurs, tout en voulant informer la société dans laquelle on vit.

Dur dilemme. Où se retrouvera-t-on dans le monde médiatique qui change, qui s'appauvrit tout en offrant des possibilités intéressantes, mais qui ne nous font pas vivre ? Ah, si l'on pouvait vivre d'un certain journal satirique de gauche !